

**Entrave à la mise œuvre de l'accord d'Alger, trafic de drogue :
Des experts de l'ONU accusent, Moussa Diawara se défend**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 19 AOÛT 2020

669

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



IBK : la chute (Boua y'a bila) Déclaration de démission



Crise au Mali : Fin de parcours pour IBK et son PM



Démission de IBK et son régime : Film des événements du mardi 18 août mis à jour à 00 h 30



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	IBK : la chute (Boua y'a bila) IBK : déclaration de démission	P.4 P.4
Brèves	Déclaration attribuable au Porte-parole du Secrétaire général – sur le Mali Le colonel Sadio Camara : l'homme qui est sous les projecteurs Mali: réunion d'urgence du conseil de sécurité de l'ONU aujourd'hui Coup d'état militaire : L'Union africaine exige la libération du président malien Mali : qui sont les auteurs du putsch ? Modibo Sidibé aux militants du M5-RFP lors du meeting du 11août : « Vous êtes la majorité populaire ! Restez debout jusqu'à ce que ce pays sorte de cette situation » Exécution Budget d'Etat 2020 : En deçà des attentes Justice : Yaya Cissé en grève de la faim, les autorités Maliennes et Mauritaniennes sont interpellées Insécurité grandissante au Mali : La douane de Koury et la gendarmerie de Yangasso attaquées Mauritanie : L'ex-président Mohamed Abdel Aziz placé en garde à vue Affaires étrangères : Les travailleurs projettent une grève de 6 jours	P.12 P.12 P.12 P.13 P.13 P.13 P.14 P.14 P.15 P.15
Actualité	Recettes douanières : Focus sur les activités du 1er trimestre 2020 et perspectives de recouvrement au 2ème trimestre Kabala-Est : Mamadou Traoré, ex-candidat à la présidentielle, au cœur d'un scandale foncier Crise politico sécuritaire au Mali : La guerre Coloniale au Mali Nouveau représentant permanent du Mali auprès de Nations Unies : Place à un jeune talentueux Entrave à la mise œuvre de l'accord d'Alger, trafic de drogue : Des experts de l'ONU accusent, Moussa Diawara se défend Tendances des violations et abus de droits de l'Homme au Mali : 323 personnes tuées entre le 1er avril et le 30 juin 2020 Démission de IBK et son régime : Film des événements du mardi 18 août 2020 mis à jour à 00 h 30	P.17 P.18 P.19 P.20 P.21 P.22 P.23
Politique	M5-RFP : Les religieux et l'unité nationale, comment décomplexer le débat ! L'engagement politique au féminin : Mme Wadidié Founé Coulibaly, l'amazone du M5 ! Crise sociopolitique au Mali : La Diaspora africaine donne de la voix à Bruxelles Crise au Mali : Fin de parcours pour IBK et son PM	P.24 P.26 P.28 P.29
Culture & société	Charbon de bois : L'or de la période hivernale au Mali Achat de condiments par les femmes Bamakoises : Vers l'abandon du panier au profit des sachets plastiques !	P.31 P.32
International	Côte d'Ivoire : Après les violences à Daoukro, ceux qui se sont opposés nettoient ensemble les rues Menace djihadiste en Afrique : La poussée jihadiste au Mozambique met à l'épreuve les États d'Afrique australe	P.33 P.34
Sport	Championnat de D2 du District : Les cadors se neutralisent Lewandowski : « Il a toujours été mon idole, je regardais beaucoup ses matches »	P.35 P.36



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



IBK : la chute (Boua y'a bila)

(Traduction non littérale Le vieux a perdu) ! Ce slogan qui avait fait florès pendant la campagne présidentielle de 2018 et qui s'opposait à Boua ta bla (Le Vieux ne lâche rien) était sur toutes les lèvres hier à Bamako. Le long des artères et au monument de l'indépendance, les maliens, par milliers saluaient la chute de IBK et applaudissaient les militaires qui passaient en trombe dans des véhicules lourdement armés. Et pas une seule voix pour défendre IBK. Ou sont donc passés ses thuriféraires ? Il est à remarquer que pas une goutte de sang n'a été versée.

On se demandait jusqu'à quand le Président Ibrahim Boubacar Keita (IBK) et son régime allaient tenir face à la grogne sociale qui s'est amplifiée depuis le 05 juin 2020, date de l'immense mobilisation de ce qu'on appelait la Troïka, opposition politique autour de la Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants de l'Imam Mahmoud Dicko (CMAS), Espoir Mali Koura (EMK) et le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) et qui deviendra le Mouvement du 05 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP). Le M5-RFP s'apprêtait à donner le coup de grâce à un régime moribond quand, une fois de plus, l'Armée malienne est

intervenue pour mettre fin au pouvoir le plus impopulaire et le plus corrompu de la troisième république. Cependant il ne s'agit que d'une demi-victoire pour le M5-RFP. L'identité des hommes qui viennent de déposer IBK et son régime, le programme qu'ils entendent exécuter et leurs rapports avec le M5-RFP seront déterminants dans la construction d'un Mali nouveau qu'appellent de tous leurs vœux les millions de Maliens.

Encore une fois Kati aura été déterminante dans le changement de pouvoir au Mali, le quatrième depuis que le 19 novembre 1968 un certain lieutenant Moussa Traoré et treize de ses compagnons d'armes avaient mis fin à la

dictature du premier Président de la République du Mali, Modibo Kéita. Toutes les conditions étaient réunies pour faire partir un Président falot dont sept années de pouvoir ont mis le Mali à genoux et l'ont voué à la risée du monde entier. Tous les observateurs savaient qu'IBK était un homme politiquement fini dont les jours étaient comptés, comme nous l'avons écrit dans notre publication d'hier mardi. En effet, le M5-RFP avait requinqué ses troupes et programmé des journées d'actions vigoureuses tant à Bamako que dans les autres grandes localités du Mali. On se demandait comment le régime en place allait résister à la vague humaine qui s'apprêtait à paralyser le pays par une vigoureuse mais pacifique désobéissance civile.

Tous les Maliens retenaient donc leur souffle car le pouvoir avait fait preuve de cruauté en envoyant tirer à balles réelles sur la foule des manifestants la Force spéciale antiterroriste (FORSAT). Selon les sources, entre 11 et 23 personnes auraient été abattues et près de 200 autres blessées lors de la répression des manifestations des 10, 11 et 12 juillet 2020. Il ne faisait donc aucun doute que le pouvoir allait récidiver pour se sauver. Les membres du Comité stratégique du M5-RFP (CS/M5-RFP) en étaient conscients mais savaient que la lutte contre le pouvoir d'IBK demandait des choix douloureux et surtout des sacrifices. Est-ce cette perspective sanglante qui a poussé cer-

tains militaires à mettre fin au régime d'IBK ? Sans nul doute. Cependant les militaires maliens, particulièrement ceux du rang, étaient mécontents de la gestion qui était faite de l'Armée malienne et qui occasionnaient régulièrement des dizaines de perte dans ses rangs. Si l'on ajoute à cela les scandales financiers de détournement des fonds destinés à l'armement devant servir à la guerre contre le terrorisme, on comprend que la grande muette, une fois de plus, soit intervenue dans la vie politique malienne.

Certes l'armée malienne a mis fin au pouvoir et au régime d'IBK, cependant elle ne fait que parachever ce qui était devenu inévitable par les actions du CS/M5-RFP. C'est pourquoi tous ceux qui se sont investis dans la lutte pour le départ d'IBK et de son régime devront être vigilants pour que leur sacrifice ne soit pas vain. Car la lutte du M5-RFP est pour une refondation totale de la gouvernance au Mali par l'élimination de toute l'ivraie qui a essaimé depuis près de trente ans et qui a donné naissance à une mafia civilo-militaire qui a pris en otage



ce peuple magnifique qu'est le Mali. Le départ d'IBK doit être l'occasion du véritable kokajè qui avait été le slogan après 1992 et que des traîtres à la Nation malienne avait transformé en véritable foire aux hyènes. Les Maliens devront rester vigilants, mobilisés et engagés pour que plus jamais les Maliens ne perdent espoir. Cela fait quatre fois que l'Armée malienne s'invite dans la politique malienne et à chaque fois les Maliens se sont mis à rêver de

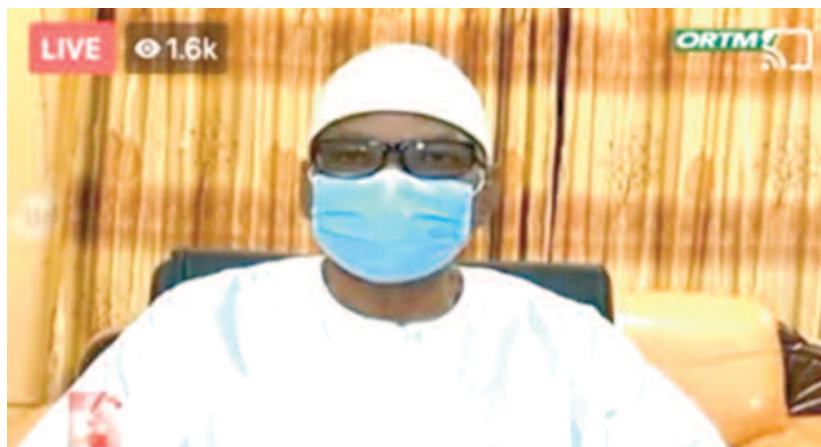
lendemain meilleurs et ont dû déchanter à chaque fois. Le M5-RFP et les Maliens qui ont lutté contre le pouvoir d'IBK pour la restauration de la Dignité des Maliens et une Gouvernance saine et véritablement démocratique devront continuer les rassemblements et mettre encore plus de pression pour que leur lutte ne soit pas confisquée.

■ **Diala Thiény Konaté**

IBK : déclaration de démission

Officiers, Officiers supérieurs, Officiers généraux de l'armée malienne.

Pendant sept ans, j'ai eu le bonheur et la joie d'essayer de redresser ce pays du mieux de mes efforts. Car dès l'abord, dès ma première mission de chef de gouvernement de ce pays, je me suis convaincu des efforts fabuleux qu'il fallait mettre en œuvre pour redonner corps et vie à l'armée malienne. D'où cette idée de Loi de Programmation et d'Orientation Militaire. Ce compagnonnage avec les Forces armées n'a jamais cessé. Même aujourd'hui il ne cessera pas. Je pense qu'à chaque moment sa vérité. Si aujourd'hui, après des semaines de turbulences, de manifestations diverses ponctuées hélas par des victimes devant lesquelles je m'incline, que je n'ai jamais souhaité. Chacun dans ce pays le sait. Pourquoi j'avais toujours mis en garde que quand on met dans la rue, on ne peut jamais savoir ce qui peut en résulter. Le bien ou le pire, hélas, le pire en a résulté. Si aujourd'hui, il



a plu à certains éléments de nos Forces armées de conclure que cela devait se terminer par leur intervention, ai-je réellement le choix de m'y soumettre ? Car je ne souhaite qu'aucun sang ne soit versé pour mon maintien aux affaires. Pourquoi, je voudrais en ce moment précis, tout en remerciant le peuple malien de son accompagnement le long de ces dernières années, de la chaleur de son affection vous dire ma décision de

quitter mes fonctions, toutes mes fonctions à partir de ce moment et avec toutes les conséquences de droit : la dissolution de l'Assemblée nationale et celle du gouvernement. Qu'Allah aide et bénisse le Mali. Je n'éprouve aucune haine vis-à-vis de personne. Mon amour pour mon pays ne me le permet pas.

Seydou Oumar Traoré

Des professionnels ont mené un coup d'état sans aucune effusion de sang. Bravo au Colonel Sadio Camara et des hommes.



C'est lui le nouvel homme fort du Mali, le Colonel de l'armée Sadio Camara et ses hommes ont pris le pouvoir aujourd'hui au Mali.

Il est assisté par plusieurs officiers supérieurs de la Garde Nationale de la gendarmerie nationale, de la Police, de l'armée de l'air et de l'armée de Terre ainsi que les forces paramilitaires.

Née en 1979 à Kati, le Colonel Sadio Camara est sorti de l'école Militaire Inter Armés de Koulikoro EMIA, major de sa promotion avant de regagner le grand Nord aux Côtés du Général El Hadj Gamou jusqu'en 2012. Encadreur chevronné de la garde nationale, il est apprécié par tous ses frères d'armes pour sa rigueur et son sérieux. Il fut directeur général du Prytanée militaire de Kati avant de s'envoler en Janvier dernier pour une formation militaire en Russie. Il est d'ailleurs arrivé à Bamako depuis seulement 15 jours pour des comptes congés d'un mois.

Révolté avec ses collègues d'armes par la corruption qui gangrène le pays et l'abandon de l'armée aux mains de terroristes, ainsi le délétement de l'armée, Le Colonel Camara et ses hommes ont passé à l'offensive militaire ce matin et s'empare le pouvoir ce Mardi 18 Août 2020. Ils ont procédé à l'arrestation du Président de la République Ibrahim Boubacar Keita, son PM Boubou Cissé, et les autres membres du Gouvernement ainsi que tout les autres dignitaires du régime.

Aux Prytanée militaire où Sadio Camara était Directeur, sa fille a fait deux fois le concours d'entrée dans succès. C'est dire qui il est en terme d'honnêteté et de respecter responsabilité. Le Colonel Sadio est apprécié par tous ses subalternes avec il est très droit, sérieux et déterminé.

Vu chez Seydou Oumar Traoré

Nia Dialla Keita

Une jeunesse malienne qui ne peut que faire ces actes de pillage. C'est très grave pour l'avenir de notre pays.



Situation confuse à Bamako et Kati : Des jeunes se profitent de la mutinerie des militaires pour brûler l'immeuble du ministre de la Justice... Me Kassoum Tapo



PINAL

Tout à l'heure, devant ses hommes galvanisés et acquis à sa cause, le nouvel homme fort, le Colonel Malick Diaw a remercié toutes les unités des différents corps de l'armée sans qui le Président IBK et le PM Boubou Cissé n'auraient pas pu être arrêtés. Il a ensuite demandé aux hommes en tenue d'arrêter les tirs de sommation et que les tirs devaient être dirigés uniquement contre l'ennemi. Il a ensuite demandé aux militaires de sécuriser les personnes et leurs biens. Quand à IBK et BOUBOU, il a affirmé que le plus dur avait été fait et que le dénouement de



l'affaire était proche.
Source Mangara Youssouf .

Dites à l'union européenne et l'union africaine et la CEDEAO de respecter le peuple Malien.
Ces condamnations ne servent à rien. Merci

ADO on dit quoi ?
Condé on dit quoi ?
Au suivant...

IBK et son fils PM aux mains des militaires. Nous sommes fiers d'avoir participé au sauvetage de ce qui nous reste. Dieu bénisse le Mali dans la paix et la cohésion sociale entre les communautés!
PINAL

Ibou SY

#Le président IBK en larmes lors de son arrestation. Il est accompagné de son premier ministre Boubou Cissé. I.S



Sambou Sissoko



Les militaires sont venus cueillir un fruit à Sébénicoro que le M5-RFP avait fait mûrir. Restons vigilants et mobilisés jusqu'au bout !

"Djadja" il n'avait personne derrière lui. De la même manière qu'il a abandonné tout le monde c'est comme ça que tout le monde l'a abandonné. "I séré yi yéré yé"!

Chapeau à la hiérarchie militaire qui a piloté les opérations de Kati à Sébénicoro en passant par Koulouba. IBK ne s'attendait pas à un coup d'État...

Un coup d'État propre sans effusion de sang !

IBK vient d'être arrêté chez lui par les hommes en armes. "Boli dan yé Bolibana yé"!

Amadou Nama Diarra



Le Général Cheick Fantamady Dembelé militaire émérite, républicain et intellectuel n'est ni de près ni de loin impliqué dans cette tentative de Coup d'État. merci de ne pas souiller son nom

OM INFO : #URGENT

De source militaire, la participation du Général Cheick Fanta Mady Dembelé n'est pas clairement établie comme étant le cerveau de la Mutinerie. Il ne ferait donc pas parti des meneurs. Les cerveaux restent cependant les Colonels Malick Diaw et l'ancien directeur du Prytanée Militaire Sadio Camara. A SUIVRE...



Oumar Niaré



Nous, les politiques des heures fastes et festives
Se croient-ils Roi et Princes !
N'avons-nous pas compris que les excès nous ont

conduits à Bastille!

L'échafaud !

L'âme de Marie-AN-TOI-NETTE reconnaîtra ta SO-NETTE même dans les dunes de l'ancienne colonie.

N'est-il pas venu le temps de regarder et de sentir la puanteur de nos plaies qui s'infectent et infectent.

L'heure de l'humilité et de l'humanité des lèvres doit s'effacer à jamais. Ces mains toujours tendues sous fond de critiques défensives doivent être sincères et ne point précéder les paroles inaudibles peu crédibles, irascibles et inflammables.

Les communications publiques doivent être empreintes de vérité, de sincérité et de redevabilité.

Le pansement juridico-politique de notre plaie est si léger que le sang l'immonde malgré les verbes des verbes qui occultent le mal. Ce mal si profond qui entrave la marche normale de notre pays. Ce mal multiforme, multicolore qu'édulcorent certains véreux qui n'ont d'oreilles que pour les bouches saignées et saignantes.

Il faut l'admettre et il est vrai que le mal malien est profond, il est vieux et n'a pas pris corps et forme que sous le régime actuel. Ce mal dont on n'a de quoi pavoiser est un masque au nom multiple qui nage dans la rivière de la mal gouvernance.

Ce terreau de toutes les plaies d'un corps qui se meurt à peine, ce corps qui meurt. Quelle place pour l'arrogance et la mégalomanie politiques ? Assurément aucune !

L'heure est à la prise de conscience des enjeux, à la détermination des priorités et à la réalisation de celles-ci.

La politique des grands mots, la politique de la lune du jour et du soleil de la nuit qui appelle de ses vœux le chapelet pour ensuite s'isoler dans la case de l'idolâtrie.

La politique des vérités des dunes, des grottes claires dont le message est multicolore pour le peuple monochrome. Ce peuple qui souffre des errements mortifères avec dignité.

Politique de pastiche des heures mortifères. Politique de pleurs des heures festives dans un élan imagé d'usage du participe passé du perroquet ou du subjonctif de l'éleveur.

Politique de contrastes, politique de comédie, politique à bride abattue.

Gestion de braconnage, gestion de braderie.

Discours de menaces des biches à l'endroit des lions de la savane.

Politique de toutes les fautes fussent-elles morales, économiques et sécuritaires.

Politique de grands amours pour une blonde du siècle précédent.

Je suis pantois face aux détours du patois malien.

Ammy Baba Cisse



La garde présidentielle d'IBK n'a opposé aucune résistance lors de son arrestation.

Koulouba aussi évacué de son personnel non essentiel.

Au tournant de Banconi, on observe un pick-up du 6e arrondissement avec une dizaine d'agents

L'ORTM aussi est évacué pour des raisons de sécurité de nos confrères

Lassine Dabo



Le samedi 8 août 2020 à Nafadji (village situé dans la commune rurale du mandé), la jeune chambre internationale universitaire mandé élite à exécution conformément à son plan d'action le projet REBOISEMENT. avec plus de 300 pieds d'arbre dans des eucalyptus et des mangués, nous comptons lutter contre le changement climatique. Merci beaucoup à toutes et tous pour le travail abattu.

Vivement d'autres plantations.

DABO LASSINE Vice président communautaire de la JCI universitaire mandé élite pour la mandature 2020.



Fama Koita



IL FAUT DÉCHIRÉ TOUT LES ACCORDS SIGNÉ PAR IBK AVEC LES MOUVEMENTS ARMÉS

SOUTIEN TOTALE AUX FAMA

La situation l'oblige

Les conditions l'oblige

Le moment l'oblige

Nous sommes un peuple Pétri des valeurs et principes.

Nous sommes dernières nos FAMA.

Le Mali ne tombera jamais.

L'impérialisme vient de perdre encore.

Qu'Allah protège notre pays



Si les activistes dominent les réseaux sociaux c'est parce que les journalistes ont manqué à l'éthique et à la déontologie du métier (mes respects à bcp).

La jalousie ne changera en rien il faut juste change pour avoir de l'audience.

Hamady Traore



Rhissa Ag Assayid

A GAO! Bonjour a tous et a toutes!

Après plusieurs recherches la famille du jeune brûlé hier a été identifiée.

La vraie versions des événements est la suivante:

C'est un jeune de la communauté Arabe possédant une maison en location au quartier Aljanabandja/Gao et le jeune tué réside temporairement à Kidal.

Il se presenté dans un espace Orange money pour un service quelques échangent l'histoire tourne au drame.

D'après des sources crédibles il n'est ni un vagabond ni un bandit ni armé juste un simple commerçant.

Paix aux âmes des disparus.

Que ces jeunes arrêtent ces méthodes lâches et barbares a GAO.

La plainte sera déposée a la gendarmerie pour plus d'invistgations et traduire les coupables devant la juste.

Sa maison en image d'illustration.



ALERTE INFO: Des centaines de personnes manifestaient devant le domicile d'IBK à Sébénikoro, d'où est sortie vers 17h00 une colonne de véhicules militaires.

ALERTE INFO: Les USA "s'opposent à tout changement extra-constitutionnel de Gvt au Mali, que ce soit par ceux qui sont dans la rue ou par les FDS" (Ambassade)..

ALERTE INFO: Des FDS procèdent depuis 16h30 à des arrestations de personnalités du pouvoir, avec des incursions dans les domiciles et des tirs de sommation.

ALERTE INFO: La circulation routière est généralement fluide sur les différents axes de Bamako, en ce début de soirée, où des taxis et SOTRAMA sont visibles.

Mali : Ibrahim Boubacar Keïta a été arrêté par des militaires

Le président malien a été arrêté par des militaires, ce mardi en fin de journée à Bamako, quelques heures après le début d'une mutinerie au camp de Kati.

Ibrahim Boubacar Keïta se trouvait dans sa résidence de Sebenikoro, à Bamako, lorsqu'il a été arrêté par des militaires mutins, vers 16h30, heure locale. Il était alors en compagnie du Premier ministre, Boubou Cissé, et de son fils, le député Karim Keïta.

Une information confirmée à Jeune Afrique par plusieurs sources gouvernementales et diplomatiques.



Siramary Konaré



Nos "partenaires et amis" ont avoué leur lamentable échec. Appelés pour peindre le MALI en VERT, ils l'ont peint en ROUGE FONCÉ !

Il est indispensable que nous apprenions nous aussi à défendre nos intérêts en tant qu'État indépendant et souverain !

En politique comme en amour, on pense toujours que la prochaine fois sera enfin la bonne. Philippe Bouvard

Peindre tout le sahel en rouge est un aveu de la part de nos "partenaires et amis". Le monde échoue tout simplement au sahel !

Ibrahima Sory Diabakaté



J'ose espérer que les mutins auront l'intelligence de dissoudre au moins le gouvernement et l'AN, pour éviter de se retrouver dans le schéma de 2012.

J'ai comme l'impression qu'on assiste à un départ négocié, préparé en amont (mise en scène). Je peux me tromper! En tout état de cause, c'est la fin du régime.

« la première fois l'Histoire se répète comme tragédie, la seconde fois comme farce. » Après le cas ATT, place à celui d'IBK.

Tami Maiga

GAO- Hier, au marché de wabaria des hommes armés avaient enlevé 2 revendeurs de vaches, ils les accusent de complices des voleurs des bétails.



Awa Sylla

Maintenant qu'on nous dise où se trouve le monsieur on va le chercher. Pitié.



Dites à tantie que c'est une femme,
Dites à tantie que c'est une maman,
Dites à tantie que c'est une Grand-mère,
Dites à tantie que c'est une bonne citoyenne,
Dites à tantie que c'est une femme de droit,
Dite à tantie que c'est une malienne,
Dites à elle de penser au peuple avant tout.
La volonté du peuple n'est pas la fraude,
La volonté du peuple n'est pas le vol des votes.
La volonté est de finir avec ce régime de

Maintenant où est soumaila Cissé?
Dites aux militaires de lui demander où est soumaila Cissé?



URGENT : MOUVEMENTS INTENSES DE MILITAIRES ET MANIFESTATION DE JOIE À BAMAKO

La situation est toujours confuse au Mali ce 18 août. Aux dernières nouvelles, plusieurs convois de militaires déferlent à Bamako depuis Kati.

Une manifestation de soutien aux probables mutins se déroule sur le boulevard de l'indépendance. Au même moment, la ville garnison de Kati est bouclée. Les blindés et les armes lourdes sont de sortie, témoignent des habitants.

Le front social en ébullition : les surveillants de prison en grève de 4 jours à partir du 1er septembre

Dans une lettre adressée au ministère du Dialogue social, du Travail et de la Fonction publique, la synergie des sections syndicales des surveillants de prison du Mali (SSSP, UNTM, CDTM, CSTM) projette d'aller en grève de 4 jours à partir du mardi 1er septembre. Signée hier, lundi 17 août par les secrétaires syndicaux, cette lettre prévoit quatre (4) jours de cessation de travail dans toutes les prisons du Mali.

Lire.....Mamadou Diarra

Source : Le Pays

YERI Bocoum



MALI / Sébénicoro
18h25, Pillage en cours d'un magasin rempli par des tonnes de sacs de ciment dans un chantier qui serait appartenue par Karim Keïta selon les pillers. A l'ouest à 300 metres environ de la résidence DIBK.
Source : Sory Ibrahim Traoré



CMAS de l'imam Mahmoud DICKO



Colis arrivé à destination ! Sixi Barabla !
Hier soir, je disais : De zéro (0) à 95% !
Molo Molo on va y arriver ! Lâchons rien !

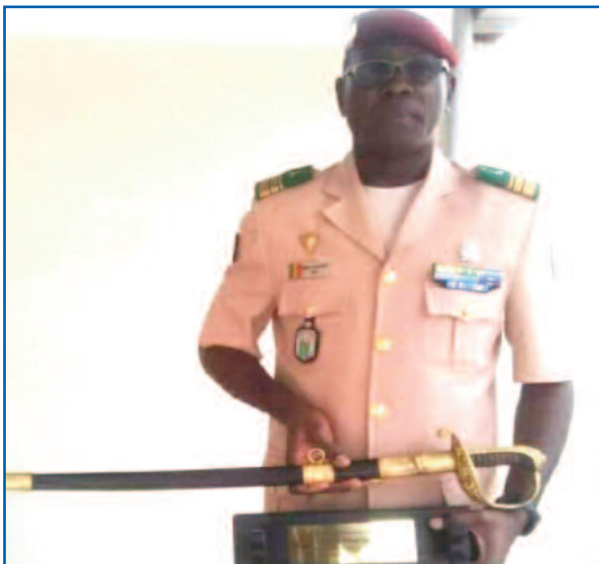
Nous sommes un Peuple responsable !
Une jeunesse CONSCIENTE ! Pas de violence !

Restons sereins !
Restons calme !
Pas de violence !

Maliba Culture



Cherif Fofana
Une première pour un africain.
Lauréat du prix international du bouclier bleu de
l'UNESCO. Qit dit mieux?
Mes hommages Général #KebaSangaré

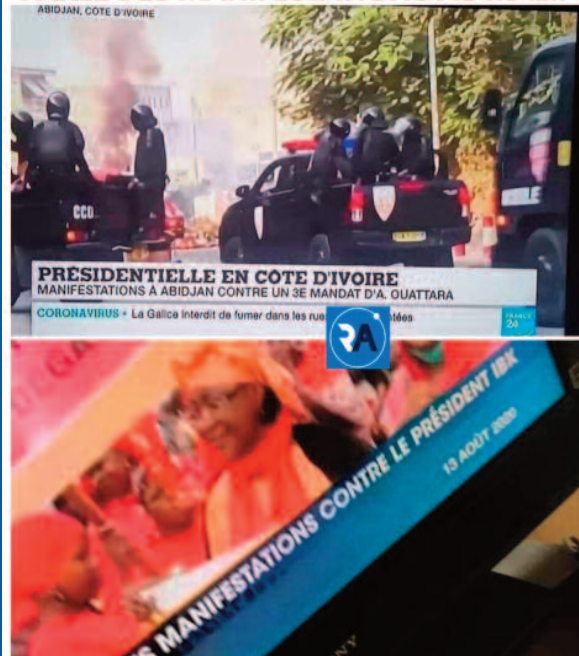


Par Amadou Sow
Ils sont des dizaines gros porteurs, arrêtés aux bords de la route à Niamana, à partir de l'ancien poste de contrôle. Selon un chauffeur qui a gardé l'anonymat, explique que certains de leurs collègues seraient arrêtés.



Samba Bling Tamega

AU MOMENT OÙ FRANCE 24 PARLE DES MANIFESTATIONS À ABIDJAN, LA RTI PARLE DES MANIFESTATIONS AU MALI.



Fier D Etre Malien et Africain



Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

Déclaration attribuable au Porte-parole du Secrétaire général sur le Mali



Le Secrétaire général suit avec une profonde préoccupation l'évolution de la situation au Mali, notamment la mutinerie militaire qui a abouti à l'arrestation du Président Ibrahim Boubacar Keïta et de membres de son gouvernement aujourd'hui à Bamako.

Le Secrétaire général condamne fermement ces actions et appelle au rétablissement immédiat de l'ordre constitutionnel et de l'état de droit au Mali. A cette fin, il exige la libération immédiate et sans condition du Président Ibrahim Boubacar Keïta et des membres de son cabinet.

Le Secrétaire général réitère ses appels à une solution négociée et à un règlement pacifique de leurs différends. Il exprime son plein appui aux efforts de l'Union africaine et de la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest pour aboutir à une solution pacifique à la crise actuelle au Mali, notamment par le biais des bons offices de son Représentant spécial.

Le Secrétaire général exhorte toutes les parties prenantes, en particulier les forces de défense et de sécurité, à faire preuve de la plus grande retenue et à défendre les droits de l'homme et les libertés individuelles de tous les Maliens.

Stéphane Dujarric, Porte-parole du Secrétaire général
New York, le 18 août 2020

Mali : réunion d'urgence du conseil de sécurité de l'ONU aujourd'hui



Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunira mercredi en urgence au sujet de la crise au Mali, où le président Ibrahim Boubacar Keïta et son Premier ministre ont été arrêtés par des militaires, a-t-on appris de source diplomatique.

La réunion se tiendra à huis clos dans l'après-midi à la demande de la

Le colonel Sadio Camara : l'homme qui est sous les projecteurs



C'est lui qui serait le nouvel homme fort du Mali, le Colonel de l'armée Sadio Camara, le visage qui se trouve derrière la mutinerie entamée tôt ce matin à Kati. Lui et ses hommes ont mis aux arrêts le président de la république Ibrahim Boubacar Keïta, son premier Ministre Dr. Boubou Cissé et son gouvernement.

Il est assisté par plusieurs officiers supérieurs de la Garde Nationale de la gendarmerie nationale, de la Police, de l'armée de l'air et de l'armée de Terre ainsi que les forces paramilitaires.

Née en 1979 à Kati, le Colonel Sadio Camara est sorti de l'école Militaire Inter Armées de Koulikoro EMIA, major de sa promotion avant de regagner le grand Nord aux Côtés du Général El Hadj Gamou jusqu'en 2012. Encadreur chevronné de la garde nationale, il est apprécié par tous ses frères d'armes pour sa rigueur et son sérieux.

Il fut directeur général du Prytanée militaire de Kati avant de s'envoler en Janvier dernier pour une formation militaire en Russie. Il est d'ailleurs arrivé à Bamako depuis seulement 15 jours pour des comptes congés d'un mois.

Révolté avec ses collègues d'armes par la corruption qui gangrène le pays et l'abandon de l'armée aux mains de terroristes, Le Colonel Camara et ses hommes ont décidé d'agir ce matin et sont passés à l'offensive militaire ce matin et très vite, ils se sont emparés du camp Soundjata de Kati, du camp de la garde nationale de N'Tomikorobougou, l'état-major et ont ainsi mis aux arrêts le président de l'assemblée nationale et certains ministres. Aux environs de 16h, ils ont procédé à l'arrestation du Président de la République Ibrahim Boubacar Keïta, son PM Boubou Cissé, et les autres membres du Gouvernement ainsi que tout les autres dignitaires du régime. Le président IBK et son premier Ministre Dr. Boubou Cissé ont ensuite été conduit au camp militaire de Kati.

Aux Prytanée militaire de Kati où Sadio Camara était Directeur, sa fille a tenter deux fois le concours d'entrée, mais sans succès. Cela montre à quel point il assume pleinement sa responsabilité et montre son honnêteté. Le Colonel Sadio est apprécié par tous où il a travaillé et est respecté et adoré par tous ses subalternes. Pour ses subalternes, il représente la droiture, le sérieux et est déterminé.

Hamady Sow

France et du Niger, qui préside actuellement la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

SOURCE / AFP

Coup d'état militaire : L'Union africaine exige la libération du président malien



La Commission de l'Union africaine a dénoncé mardi l'arrestation du président malien Ibrahim Boubacar Keïta, appelant à sa "libération immédiate", dans une déclaration publiée sur son site web. Le président de la commission, le Tchadien Moussa Faki Mahamat, "condamne fermement toute tentative de changement anti constitutionnel et appelle les mutins à cesser tout recours à la violence et au respect des institutions républicaines", lit-on dans la déclaration. Le président Keïta, 75 ans, et le Premier ministre Boubou Cissé ont été arrêtés en fin d'après-midi à Bamako par des militaires après une mutinerie qui a commencé dans le camp Soundiata Keita à Kati, dans la banlieue de Bamako. La déclaration de l'UA fait écho à des appels similaires venant des pays occidentaux et de l'organisme sous-régional, la CEDEAO, qui tentait ces dernières semaines de trouver une solution pacifique à la crise qui secoue le Mali depuis des mois. Entre temps, à Bamako, des scènes de liesse sont diffusées sur les réseaux sociaux. Des foules se sont rassemblées sur la place de l'Indépendance, épice de la contestation depuis juin.

Modibo Sidibé aux militants du M5-RFP lors du meeting du 11 août : « Vous êtes la majorité populaire ! Restez debout jusqu'à ce que ce pays sorte de cette situation »

L'ancien Premier ministre de Amadou Toumani Touré, M. Modibo Sidibé lors du grand rassemblement tenu sur le Boulevard de l'Indépendance à l'appel du M5-RFP, a chargé le président de la République du Mali. Une rencontre populaire au cours de laquelle le patron des FARE ANKA WULLI n'a pas manqué l'occasion pour démontrer la force du M5-RFP représentée par une mobilisation inédite des jeunes maliens présents sur la place l'Indépendance. En effet Modibo Sidibé d'entrée de jeu, n'a pas tardé à pointer du doigt le nouveau département de la justice à propos des récentes arrestations : « Ils ont fait de l'appareil judiciaire un appareil répressif. Tout le monde est unanime que le pays est dans le gouffre. Mais cela ne marchera pas », a fait savoir M. Sidibé. S'agissant de la présence des membres du M5-RFP dans la nouvelle équipe gouvernementale appelée gouvernement d'union nationale, Modibo Sidibé estime qu'il ne s'agit pas d'une

Mali : qui sont les auteurs du putsch ?



Le président IBK et le Premier ministre Boubou Cissé et tous les ministres ont été arrêtés ce 18 août dans l'après-midi à Bamako par des militaires et détenus à Kati (photos de leur arrivée au camp de Kati). Les auteurs du coup d'Etat n'ont toujours pas fait de communiqué officiel. Ils ont pour chefs le général Lelenta, le général Fanta Mady Dembelé, le colonel Malick Diaw et le colonel Sadio Camara (photos). Ce dernier est le chef d'état-major adjoint de la garde nationale, le corps le mieux équipé de l'armée. Il semble que le pouvoir sortant ait découvert le projet de putsch hier soir et a cru le faire avorter en limogeant le colonel Ibrahim Traoré, chef de la sécurité présidentielle. Mais cette mesure n'a visiblement pas suffi.



question de postes mais plutôt la démission du président de la République « Même s'ils nous proposent des postes ministériels, ça ne va rien changer car c'est le départ d'IBK qui nous intéresse. » Le président de FARE a ainsi appelé les jeunes manifestants à rester mobilisés pour le départ d'IBK « Restez debout jusqu'à ce que ce pays sorte de cette situation. Vous devez rester unis afin de lutter pour mettre en place une transition en vue de préparer les prochaines élections présidentielles dont vous serez les principaux acteurs. Il faut que dans ce pays la Constitution, la démocratie ainsi que les autres institutions soient les nôtres. C'est ça qu'on appelle refondation », a-t-il laissé entendre À propos de la position de la CEDEAO sur la crise malienne, Modibo Sidibé dira que le Mali a toujours été à l'avant-garde du combat africain. « Le Mali a fait beaucoup pour la CEDEAO et pour l'Union Africaine. Aujourd'hui nous avons gagné une bataille démocratique car les opposants au pouvoir du Mali ont montré qu'ils sont des républicains », a salué l'ancien Premier ministre, avant d'appeler la jeunesse africaine à ne plus accepter d'être dirigée dans la mauvaise gouvernance et dans le silence sans son mot à dire.

Ben Chérif

Exécution Budget d'Etat 2020 : En deçà des attentes



La crise sanitaire et la situation sécuritaire du Mali affectent considérablement les activités économiques du pays. Toutes choses qui ont influencé l'exécution du budget tout en ralentissant les investissements.

Ainsi, l'exécution de la loi de finances 2020 couvre des réalisations de recettes budgétaires de 324,324 milliards de FCFA, soit 14,86% des prévisions et de charges budgétaires de 408,489 milliards de FCFA, soit 15,68% des prévisions.

C'est ce qui ressort du Rapport sur la situation d'exécution provisoire du budget d'Etat au 31 mars 2020, rendu public en fin juillet dernier.

En effet, le document de 63 pages établit que par rapport à l'objectif annuel qui est de 2 445,057 milliards de FCFA, les services publics de l'assiette ont mobilisé plus de 324 milliards de FCFA, soit plus de 15%. Et pour une prévision annuelle de 3001,376 milliards de FCFA, les dépenses ont été à hauteur de 14,5% ; soit un cumul de paiement de 435,218 milliards de FCFA.

L'exécution des recettes de trésorerie se chiffre à hauteur de 26,729 milliards de FCFA, soit 6,74% des prévisions tandis que les ressources de trésorerie l'ont été à hauteur de 65,377 milliards de FCFA, soit 24,84% des prévisions.

En termes de mobilisation des recettes budgétaires, la Direction Générale des Impôts avec plus de 173 milliards de FCFA et celle des Douanes avec 132 milliards de FCFA, restent les véritables pourvoyeurs de ressources avec respectivement 53,50% et 40,78% soit une contribution totale de 320,909 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de 1 875,549 milliards de FCFA.

Pour l'exercice 2020, les prévisions de recouvrement des recettes budgétaires douanières ont été fixées, dans la loi de finances, à 713,580 milliards FCFA, dont 190 milliards FCFA sur les produits pétroliers et 523,580 milliards FCFA sur les autres marchandises.

La prévision brute de recettes pour le premier trimestre était de 171,116 milliards de FCFA sur lesquelles 132,265 milliards de FCFA ont été réalisés, soit un taux de 77,30% et un gap nominal de 38,851 milliards de FCFA.

Quant à la Direction Générale des Impôts, leurs objectifs de l'année s'élevaient à 1005,725 milliards de FCFA, sur lesquels il était prévu de réaliser 230,485 milliards de FCFA au 31 mars 2020. Au final, il a été

Justice : Yaya Cissé en grève de la faim, les autorités Maliennes et Mauritanienes sont interpellées



En prison depuis plus de 8 ans sans preuve, Yaya Cissé est victime d'un cas d'erreur judiciaire. En effet, il est accusé d'avoir pris part physiquement à un meurtre sur le sol Mauritanien. Pourtant, le jour indiqué comme étant celui du meurtre, Yaya était à Bamako. Il dispose donc de toutes les preuves de son innocence. Il s'agit notamment des cachets sur son passeport, tant au Mali qu'en Mauritanie ; De son billet d'avion ; Des compagnons de voyages ; Des personnes rencontrés lors de son séjours à Bamako...

Malgré l'existence des preuves de son innocence, qui d'ailleurs ont été mis à la disposition des autorités des 2 pays, M. Yaya Cissé reste quatre muré et cela, depuis bientôt 9 ans. Du coup, pour manifester son mécontentement et en espérant toucher le cœur des plus hautes autorités Malienne et Mauritanienne, il vient d'entamer une grève de la faim à partir de ce lundi 17 août 2020.

Selon notre compatriote, tout au long de son séjour carcéral, le président de la CNDH, M. Aguibou Bouaré demeure l'autorité qui a prouvé son désir d'établir la vérité. Ce dernier, n'a pas hésité de parcourir 1300 km pour partir s'enquérir de sa version des faits et de lui promettre son soutien dans la mesure du possible. Pourtant, au même moment, le ministère des affaires étrangères et celui des maliens de l'extérieur, l'Ambassade, le Consulat, le Haut Conseil des Maliens de l'Extérieure de Habib Sylla et le CSDM de Chérif Haidara brillent par leur silence.

Toutefois, Yaya jure sur l'honneur, qu'il n'est ni de près ni de loin responsable de ce dont on l'accuse. Et demande l'implication de tout un chacun, afin que justice soit rendu et qu'il puisse enfin retrouver les siens.

Selon des témoignages reçus, Yaya Cissé était un homme très actif et engagé en faveur Mes maliens vivants en Mauritanie. Aussi, il jouait un rôle très capital dans la lutte contre l'immigration clandestine à travers son association "Yèrèko".

réalisé un taux de 75,29% et un gap de 56,961 milliards de FCFA.

Il convient en fin de compte de noter que toutes les charges sont réparties entre 148 programmes, 337 actions, 468 objectifs et 1144 indicateurs.

Andiè Adama DARA

Insécurité grandissante au Mali : La douane de Koury et la gendarmerie de Yangasso attaquées



Dans la soirée du 16 août 2020, la douane de Koury dans le cercle de Yorosso a été la cible des hommes armés non encore identifiés au moment où nous mettions cet article sous presse. Selon les témoins sur place, ces hommes ont entouré la zone et ont commencé à tirer sur les agents. Le bilan est de 3 civils blessés. Soulignons qu'au même moment, le poste de gendarmerie de Yangasso dans le cercle de Bla a aussi été attaqué par des individus non identifiés faisant deux blessés, un gendarme et un agent de barrière. Les identifications sont en cours pour retrouver les auteurs de ces attaques barbares.

Affaires étrangères : Les travailleurs projettent une grève de 6 jours



Après quelques jours de grèves, écourtés avec la signature d'un protocole d'entente le 21 octobre 2019, dont les frondeurs dénoncent sa non-application, le Bureau du Syndicat libre des travailleurs des Affaires étrangères (SYLTAE) vient de déposer un préavis de grève de 6 jours (144 heures) à partir du 31 août et ce, jusqu'au 5 septembre prochain, cela pour trouver une satisfaction totale à ses doléances. Dans une lettre signée de son secrétaire général, Djibril Dansoko, adressée au Secrétaire général du ministère du Dialogue social, du travail et de la fonction publique, le Bureau central du Syndicat libre des travailleurs des affaires étrangères (SYLTAE) estime que n'ayant constaté aucune avancée dans l'adoption des textes, objet du procès-verbal de conciliation, ainsi que des divers points d'accord du protocole

Mauritanie : L'ex-président Mohamed Abdel Aziz placé en garde à vue



Coup de tonnerre à Nouakchott. Mohamed Ould Abdel Aziz - président de la République islamique de Mauritanie de 2008 à 2019, contre qui pèsent des soupçons de corruption - a été placé en garde à vue ce lundi 17 août peu après sa convocation par la brigade de répression des crimes économiques.

L'ex-président - qui a échoué dans sa tentative de reprendre le Parti unioniste démocratique socialiste (PUSD) récemment - a été placé en garde à vue la veille d'une conférence de presse qu'il comptait organiser afin probablement de se défendre face aux graves accusations portées contre lui, sa famille et toute une kyrielle d'anciens ministres déjà auditionnés et placés sous contrôle judiciaire.

Mohamed Abdel Aziz est gardé à vue dans la villa située dans l'enceinte de l'École de la Police sise Nouakchott. Une villa où il avait lui-même gardé Abdallahi Senoussi, patron des renseignements militaires libyens sous le règne de Kadafi - avant de le livrer à la Libye contre un montant de 200 millions \$. Il est reproché à l'ancien président - en bisbilles actuellement avec son successeur, le chef de l'Etat Mohamed Cheikh El Ghazouani - d'avoir attribué toute une série de gros contrats de gré à gré en contravention avec la loi pendant son règne et d'avoir pillé les ressources du pays. Affaire à suivre.

d'entente du 21 octobre 2019, décide d'observer une grève de 144 heures à compter du lundi 31 août au samedi 5 septembre 2020.

Ainsi, le contenu de ladite lettre fait savoir que le bureau fidèle à ses idéaux a toujours inscrit son action dans le cadre du dialogue et de la concertation.

« Une stratégie qui ne porte, malheureusement, pas fruit dans la mesure où plusieurs mois après la conclusion desdits accords, aucun texte n'a été adopté », déplore le Bureau central.

Aussi, indique-t-il, bien au contraire, l'évolution des dossiers laisse croire à une réouverture des négociations avec comme prétexte les contraintes budgétaires et la situation sociopolitique du pays.

Pour le Bureau, cette attitude dénote du mépris pour les travailleurs des Affaires étrangères. Et c'est la raison pour laquelle, il entend mener les actions nécessaires pour l'aboutissement de ses nobles et légitimes revendications et invite le gouvernement à un traitement équitable de tous les travailleurs.

Seydou K. KONE

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Recettes douanières : Focus sur les activités du 1^{er} trimestre 2020 et perspectives de recouvrement au 2^{ème} trimestre

Les objectifs de recettes de la Direction Générale des Douanes dans la Loi de Finances 2020 sont de 713,580 milliards FCFA, dont 185 milliards FCFA sur les produits pétroliers et 523,580 milliards FCFA sur les marchandises solides. Dans cet objectif, il est prévu de réaliser au 1^{er} trimestre 2020, la somme de 171,116 milliards F CFA dont 45,600 milliards au compte des produits pétroliers et 125,516 milliards FCFA au Compte des produits non pétroliers.

Au 1^{er} trimestre 2020, sur une prévision de recettes de 171116 millions FCFA, dont 45600 Millions FCFA au compte des produits pétroliers et 125516 millions FCFA au compte des marchandises solides, la Direction Générale des Douanes a réalisé 132265 millions FCFA, d'où un taux de réalisation de 77,30% et un gap nominal de 38851 millions FCFA. Le taux de réalisation de l'objectif annuel au 31 mars 2020 est de 18,5%. Sur une prévision de recettes, dans la Loi des Finances 2020, de 185000 millions FCFA au titre de l'année 2020, il a été réalisé sur les produits pétroliers, au cours des trois premiers mois de l'année 2020 la somme de 37230 millions de FCFA contre des prévisions de 45600 millions FCFA, soit, un taux de réalisation de 81,6% et un gap nominal de -8371 millions FCFA. Ces recettes mesurées à l'objectif annuel sur les solides, il se dégage un taux de réalisation de 20,1%. Ces recettes ont été sur tout influencées par : la tendance baissière des prix fournisseurs : Après l'apparition des 1ères infections au COVID 19 et les mesures de riposte qui ont suivi, la tendance longtemps haussière du Cours du pétrole se renverse. Ainsi, on assiste à un fléchissement des prix fournisseurs qui s'intensifiera par la suite jusqu'à atteindre des niveaux historiquement bas à l'entame du 2ème trimestre 2020. La hausse des volumes mis à la consommation : La tendance haussière observée depuis le 4ème trimestre 2019

se poursuit. Au départ, la tendance haussière des volumes importés, Relevait de l'anticipation d'importer pour des jours plus difficiles à cause du COVID-19. Par la suite, les opérateurs pétroliers étaient plutôt attirés par le cours historiquement bas, qu'il fallait exploiter. Sur une prévision de 125516 millions FCFA, la Douane a réalisé sur les marchandises solides la somme de 95036 millions FCFA, au compte du 1^{er} trimestre 2020, soit un taux de réalisation des prévisions de 75,7% et un gap négatif de -30480 millions FCFA. Par rapport à l'objectif annuel sur les solides, il se dégage un taux de réalisation des recettes de 18,2%. Les recettes sur les produits non pétroliers ont subi, elles aussi, les facteurs conjoncturels moins favorables, notamment ceux liés à la morosité de l'activité économique faisant surtout suite à l'insécurité qui règne dans certaines parties du pays. Les effets directs se traduisant par le fait que les trois régions du nord ainsi qu'une partie de Celles du centre et du sud qui, jusque-là échappaient à l'emprise de l'insécurité, sont de no jours dans le rayon sécuritaire; les effets collatéraux résultant des infiltrations frauduleuses à partir des zones d'insécurité. La morosité économique née de cette situation d'insécurité ayant entraîné dans bien de cas des changements dans la structure des importations, certains produits pour voyeurs de recettes (cigarettes, machines, appareils et matériels mécaniques) sont moins importés; A tous ces facteurs, il faut ajouter les grandes incertitudes qui planent sur l'économie mondiale Suite au COVID-19 et aux mesures de riposte pour contenir la pandémie. En sommes le 1^{er} trimestre 2020 est surtout marqué par les effets de la pandémie du coronavirus. En dehors des effets sanitaires qui ont atteint de nos jours de proportions très calamiteuses, le COVID-19 paralyse aujourd'hui l'activité économique mondiale, faisant planer partout le spectre de la récession. Dans cette



situation conjoncturelle catastrophique, la solution préconisée est le confinement Intégral ou partiel. L'une ou l'autre de ces solutions se fonde sur l'immobilisme de la population et dans les unités de production. Cet arrêt d'activités dans bien de domaines s'est traduit par une baisse de la demande des matières 1ères et particulièrement la demande de produits pétroliers. Les perspectives de recouvrement pour les mois à venir sont liées à l'évolution de la situation épidémiologique du COVID-19, du climat sécuritaire en un mot de la demande de consommation et d'investissement privée et publique. Une accalmie du climat sécuritaire permettra à la Douane d'étendre son champ de contrôle pour un meilleur maillage du pays. Les objectifs de recettes de la Direction Générale des Douanes sont fixés au 2ème trimestre 2020 à 183393 millions FCFA, dont 49210 millions FCFA sur les produits pétroliers et 134183 millions F CFA. L'amélioration des prélèvements fiscaux sur les produits pétroliers, occasionné par le COVID-19, se poursuivra au 2ème trimestre 2020. Il faut craindre seulement la baisse des volumes TTC avec le ralentissement de l'économie suit au COVID-19.

Et aussi et surtout le maintien de la camarilla qui gangrène la douane et l'empêche de dépasser les objectifs qui lui sont assignés.

■ Yama DIALLO

Kabala-Est : Mamadou Traoré, ex-candidat à la présidentielle, au cœur d'un scandale foncier

Pour avoir tenté de détourner de sa vocation un espace vert situé en face de sa résidence, dans le quartier Kabala-Est, Mamadou Traoré est sommé par la mairie et les riverains dudit espace de démolir les réalisations sur le terrain.

« Je n'ai pas forcément respecté le cahier de charges de l'autorisation qui m'a été donnée », se justifie l'ancien candidat malheureux à la présidentielle de 2018, Mamadou Y. Traoré. D'un air un peu surpris, la voix hésitante et visiblement mal à l'aise dans son bureau, l'homme tente de se dédouaner dans le bras de fer qui l'oppose à ses voisins et à la mairie de la commune rurale de Kalaban-coro au sujet d'un espace vert, en face de sa résidence.

En effet, il est accusé par ses voisins de vouloir faire main basse sur la parcelle qui sert de lieu de loisirs aux résidents du quartier. Sur le terrain, le constat est sans appel. M. Traoré a réalisé une clôture en béton, d'une hauteur d'environ deux mètres, supplantée par une autre clôture en fer, avec un lourd portail en métallique. Il a aussi supprimé une rue entre sa résidence et l'espace vert en question.

Pour sa défense, il : « Le quartier est infesté de bandits et de délinquants. J'ai décidé d'aménager l'espace pour deux raisons : d'abord pour ma sécurité. Ensuite, pour embellir le quartier. Vous savez, chaque matin, on se réveille avec des nouvelles de vol ou d'assassinat dans le quartier. » Et notre interlocuteur d'ajouter qu'il a introduit une demande d'aménagement de l'espace vert, et que la mairie le lui a été accordé sous le n°2020-019/M-CRM en date du 19 mai 2020. Aux termes de l'autorisation signée des mains du premier adjoint au maire, Hamala Sidibé, Mamadou Traoré est autorisé à aménager l'espace en installant un panneau d'indication de 1m/2m devant ledit espace vert, faisant ressortir le caractère public de l'espace ; de construire trois à quatre rangés en aggloms et le reste en grillage ; et de laisser quatre entrées. Le document exige de lui le respect strict des dispositions légales et réglementaires en la matière. Et aussi de s'abstenir



d'utiliser l'espace pour des raisons autres que l'utilité publique ou celle formulée dans la demande d'autorisation.

Mamadou Traoré affirme n'avoir pas forcément respecté ce cahier de charges, confortant ainsi la thèse du maire et des riverains qui l'accusent de vouloir accaparer l'espace vert à son profit. L'ancien prétendant à la gouvernance des 20 millions de Maliens va jusqu'à soutenir qu'il ignore les dispositions du Code domanial et foncier en République du Mali.

Il se dit être victime de règlement de comptes politiques orchestré par le maire qui soutiendrait ses détracteurs. Pour lui, ce dernier, depuis sa sortie de prison, tente d'annuler toutes les décisions prises par son adjoint en son absence. En cela, il fait allusion à une lettre à lui adressée par le maire Tiécoura Hamadoun Diarra, l'informant de l'annulation pure et simple de l'autorisation d'aménagement qui lui avait été décernée par le maire intérimaire. Et pour cause, l'élu motive sa lettre par le fait qu'il a été saisi de plusieurs plaintes des riverains au sujet de cet espace vert. Dans cette lettre en date du 17 juillet 2020, le M. Diarra informe l'ex-candidat Traoré qu'il est revenu de constater que ce dernier n'a pas respecté les termes de l'autorisation d'aménagement de l'espace vert qui lui a été délivrée. Qu'il ressort d'une visite des lieux par ses services techniques ce qui suit : l'espace est clôturé par un mur d'une hauteur de 1,2 à 2 mètres

environ ; la rue est construite et annexée à l'espace et à la concession de Mamadou Traoré ; que du fait de cette construction, il y a eu dès les premières pluies l'inondation des voisins ; que ces voisins se sont plaints à la mairie de cette inondation.

Et en conséquence, pour des raisons d'utilité publique, ladite autorisation d'aménagement est annulée. Et le maire de l'inviter à libérer la rue qu'il occupe et de démolir les réalisations faites sur l'espace vert.

Partant, les jeunes, organisés en association, n'entendent pas lâcher l'affaire. L'accusé, lui, campe sur ses positions et pense qu'il est dans une démarche humanitaire. Mais, il ne s'empêche pas d'accuser les jeunes de transformer l'espace vert en un lieu de débauche et de mettre sa sécurité et celle de sa famille en danger.

A en croire le maire, si l'homme, qui aurait déjà tenté de l'intimider en faisant allusion à son rapprochement avec le président de la République, ne s'exécute pas, il se réserve le droit de saisir le Procureur pour procéder à la démolition forcée des ouvrages réalisés. Et pourtant, il est supposé être un intellectuel de haut niveau, le président du parti politique "Union" et aussi un entrepreneur très prolifique. Affaire à suivre.

■ Harber MAIGA

Crise politico sécuritaire au Mali : La guerre Coloniale au Mali



Selon le Général Lecointre, chef d'état-major des armées françaises, il faudra entre 15 et 30 années pour « boucler » la guerre au Mali.

Ce dimanche 9 août, huit français ont été tués non loin de Kouré, dans l'ouest du Niger. Le premier ministre Jean Castex a déclaré que ce crime ne resterait pas impuni.

Pour le citoyen français à peu près moyen que je suis, c'est à première vue un simple fait divers, et l'intervention massive et ancienne de l'armée française au Mali voisin est comme un bruit de fond dans l'actualité.

Un petit livre vient de paraître, coédité par Ebena, A plus d'un titre & du Mandé. Préface de Salif Keita, postface de Jean Ziegler. L'auteur est un artiste malien, cinéaste et homme politique, Cheik Oumar Sissoko. Le titre : « L'homme n'est grand que dans la paix, il faut tuer la guerre ! » est une citation d'un poète. C'est une lettre ouverte au peuple malien qui, pour l'essentiel, accuse la France, ses Présidents, ses gouvernements et ses armées, depuis le temps du général de Gaulle jusqu'à celui d'Emmanuel Macron en passant par tous les autres de poursuivre une stratégie visant au chaos et au démantèlement du Mali pour mettre la main sur les richesses du sous-sol sahélien et saharien.

Je l'ai lu d'une traite, avec des sentiments va-

riés. D'une part, il est passionnant de prendre connaissance du point de vue de l'autre, le citoyen d'un pays en butte à une guerre coloniale menée par le mien, le nôtre, dans une Afrique que l'on ne connaît qu'au travers de flots de propagande. Nous savons bien, par exemple, que la guerre en Lybie, que l'on nous a vendue comme une opération humanitaire et démocratique (contre le tyran qui la veille était un ami) a comporté plus d'un aspect trouble, dont l'exécution du colonel Kadhafi n'était pas le plus étrange épisode. Sissoko, lui, parle d'un assassinat et relève ce qui, pour les africains est une évidence : les immenses moyens militaires de la Lybie faisaient obstacle aux interventions étrangères. Française, en l'espèce. Comment ne pas penser à l'exécution de Saddam Hussein et à la guerre internationale contre la Syrie ?

D'autre part, dans ma jeunesse, nous protestions contre la guerre du Vietnam, conduite d'abord par la France, puis, de manière bien plus intense, par les Etats-Unis d'Amérique. Ce fut une cause planétaire. Au contraire, la guerre coloniale menée par la France au Mali n'indigne personne. Le simple mot d'ordre de « Retrait inconditionnel des troupes françaises » est confidentiel. Si l'on m'a correctement renseigné, Jean-Luc Mélenchon a refusé de l'adopter, peut-être parce que la politique «

néocoloniale » de la France dans cette région n'a fait l'objet sous François Mitterrand d'aucune espèce de pause.

Le racisme ordinaire accepte (le plus souvent inconsciemment) l'intervention étrangère au prétexte que les africains ne sauraient pas bâtir un état ni une armée. Hors le fait que l'histoire africaine prouve bien tout le contraire, Sissoko reconnaît qu'en effet, les hommes politiques maliens ont failli, commis beaucoup d'erreurs, ils sont tombés dans nombre de pièges. Mais il démontre surtout que la France a travaillé avec constance pour affaiblir l'Etat Malien et démanteler son armée. Elle a soutenu et soutient la petite minorité de Touaregs rebelles en leur promettant une partie du Mali (l'Azawad), tandis que cette minorité (qui forme le MNL), elle, s'est alliée aux terroristes islamistes.

Comment réduit-on un État à une situation de vassal, de manière à lui voler ses richesses nationales ? En y suscitant le Chaos. C'est ce que raconte Cheick Oumar Sissoko. Il demande : « Qui sont nos assaillants ? Qui tue nos enfants, brûle les femmes, les hommes après les avoir égorgés ? Qui ? ».

Ce petit livre destiné au peuple malien est de nature à nous ouvrir les yeux.

Les nouvelles technologies, écrit Sissoko, « révèlent que tout notre territoire national possède un sous-sol aux potentialités minières, hydrauliques, énormes, fabuleuses que la France convoite et qu'elle ne veut pas céder aux autres pays très présents au Mali : la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil, la Turquie et l'Afrique du Sud, pays émergents aux dents tout aussi longues pour dépecer nos pays ». Il dessine en quelques mots les objectifs d'une résistance anti colonialiste : « Ne céder ni les terres, ni les marchés, ni les produits du sous-sol, ni l'immense étendue d'eau douce sous le Sahara et encore moins la base stratégique de Tessalit, qui permet de contrôler les routes maritimes des mers et océans autour de l'Afrique, plus d'autres régions riches de ce continent comme l'Afrique centrale ».

Une partie du Mali, au nord-est, est déjà occupée et mise hors de contrôle du gouvernement de Bamako, en particulier la ville de Kidal.

Cette ville est à la frontière du Niger, à quelques kilomètres de Kouré...

■ MEDIAPART

Nouveau représentant permanent du Mali auprès de Nations Unies : Place à un jeune talentueux



Sur proposition du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, le Président de la République, Ibrahim Boubacar Keita, vient de nommer Monsieur Elhadji Alhousseini Traoré en qualité d'ambassadeur, Représentant Permanent du Mali auprès des Nations Unies en remplacement d'Issa Konfrourou, promu ambassadeur du Mali à Paris.

Ces jeunes talents font partie des cadres sur lesquels compte le Président de la République pour assurer la relève au sein de la diplomatie malienne, en première ligne depuis le début de la crise multidimensionnelle que traverse notre pays. Reconnu comme cadre compétent, intègre, d'une humilité et d'une discrétion à la limite de l'effacement, Elhadji Alhousseini Traoré, du haut de ses 45 ans, a déjà une vingtaine d'années d'expérience et une riche carrière au sein de la diplomatie malienne.

Originaire de la ville de Tombouctou, où il fit ses études primaires et secondaires, il a intégré le ministère des Affaires étrangères en janvier 2000 en qualité de conseiller des affaires étrangères. Il a commencé sa carrière à la Direction des affaires politiques où il occupa de 2000 à 2008, successivement les fonctions de chargé de dossiers, chef de section et chef de Département Asie Océanie Moyen-Orient.

De 2000 à 2011, il a occupé le poste de troisième conseiller à la Mission permanente du Mali auprès des Nations à New York avant d'être promu Premier conseiller au sein de la même juridiction de 2011 à 2014.

El Hadji Alhousseini Traoré a également servi de 2014 à 2015 à l'ambassade du Mali aux Etats-Unis d'Amérique.

Repéré par le ministre Abdoulaye DIOP, il sera nommé à son retour au Département central, Conseiller technique, et un de plus de ses principaux collaborateurs. Il était en charge des questions politiques et stratégiques, chargé du suivi des relations avec les Organisations internationales. A ce titre, il participait à la rédaction et à l'examen des rapports et des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Union africaine sur le Mali.

Point focal pour le 27^e Sommet Afrique-France, Monsieur Traoré a été également Conseiller chargé des questions diplomatiques au sein de la Cellule d'appui à la présidence malienne du G5 Sahel. C'est donc en terrain connu et avec une connaissance des enjeux et des défis de sa mission que le jeune diplomate s'apprête à regagner New York.

Signalons que Monsieur Elhadji Alhousseini Traoré est titulaire d'une maîtrise en sciences juridiques obtenue en 1999 à l'Ex-ENA de Bamako. Il est également diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de France, option relations internationales, promotion coopération. Titulaire d'un DESS en droit des Organisations internationales de l'Université Paris 1 Sorbonne, Monsieur Traoré est un ancien auditeur de l'Académie de droit international de la Haye (Pays-Bas).

Adeptes d'une diplomatie de la discrétion pour plus d'efficacité prônée par le ministre Moctar Ouane, une de ses références, nul doute que

M. Traoré tachera d'être à la hauteur de la confiance placée en lui.

Jusqu'à sa nomination en qualité d'ambassadeur à New York, il était ministre conseiller/Chargé d'affaires a.i de l'Ambassade du Mali en France.

C'est un jeune talentueux, humble, ferme sur les principes, les règles établies. Je l'ai vu pour la première fois à Paris, il m'a impressionné par la maîtrise de ses dossiers. Ensuite, il est venu vers moi pour se présenter et me faire savoir qu'il est de Tombouctou. Rapidement avec les échéances, nous nous sommes retrouvés.

Ministre conseiller à l'ambassade du Mali en France, il a été nommé en Chine, au même poste, quelques jours avant la fermeture des frontières, consécutive au Coronavirus. Avant même de prendre fonction dans le pays de Mao, le voilà pour New-York où les grandes décisions de la Communauté internationale sont prises, surtout au moment où le Mali travaille avec une mission des Nations unies. La tâche est ardue avec tous les Institutions spécialisées de l'ONU. C'est dire qu'il a du pain sur la planche.

C'est dire aussi qu'il n'est pas n'importe qui. Il faudra être brillant, avec une plume belle, percutante dont il est crédité au ministère des Affaires étrangères.

L'ancien ministre Diop en sait quelque chose. Tiébilé Dramé également. Il a été propulsé à ce poste pour des raisons hautement professionnelles, des compétences avérées. C'est un jeune presque effacé, mais techniquement excellent. Il n'est proche d'aucun politique. Tiébilé a travaillé avec lui, a su ses compétences et l'a proposé à IBK, lequel l'a accepté.

C'est un poste hautement stratégique que l'Etat ne peut pas confier à un politique, comme c'est le cas dans plusieurs ambassades. Pour ne pas être trop, je m'arrête là. Je suis fier de savoir qu'un jeune frère, un Tombouctien, un Malien tout court, est aussi brillant et très modeste.

Wa Salam!

■ El hadj Chahana Takiou

Entrave à la mise œuvre de l'accord d'Alger, trafic de drogue : Des experts de l'ONU accusent, Moussa Diawara se défend

Si les précédents rapports des experts de l'ONU ont été toujours plus centrés sur l'action des groupes armés, celui qui fait en ce moment polémique au Mali épingle plutôt la responsabilité directe des autorités dans les obstructions à la mise en œuvre de l'accord de paix de 2015. Les experts épinglent en particulier la direction de la Sécurité de l'Etat et plusieurs de ses hauts responsables.

Aucun doute pour les experts de l'ONU, la Sécurité d'État du Mali (S.E) est devenue un instrument au service « d'une stratégie non officielle » élaborée « par un cercle restreint proche du président », qui vise à retarder la mise en œuvre de l'accord. S'il est impossible de recenser toutes les entraves documentées, on note clairement que le service des renseignements aurait notamment encouragé la division de plusieurs groupes armés, en particulier la CMA (Coordination des Mouvements de l'Azawad) et la Plateforme.

Pour manœuvrer, la S.E aurait ainsi fait émerger une autre coalition, la CME (Coordination des Mouvements de l'Entente) en 2017 et mise sous la coupe de Mohamed Ousmane Ag Mohamedoune, à en croire le rapport, qui serait en outre un des grands protégés de la Sécurité d'Etat. Mohamed Ousmane Ag Mohamedoune, faut-il le rappeler, est sous sanction des Nations Unies. Autre pratique pointée du doigt : la manipulation par la SE de listes de combattants destinés à être démobilisés et réinsérés. Selon toujours le rapport, le tarif moyen d'une place au sein du processus DDR (Désarmement, démobilisation et réintégration) est de 500 000 francs CFA (760 euros).

Au sommet de la Sécurité de l'Etat, Moussa Diawara est personnellement indexé à plusieurs reprises. Inadmissible pour l'intéressé, a confié un militaire proche de lui. Le patron des renseignements réfute toutes ces accusations et voit dans ce document une tentative de déstabilisation dans une période particulièrement difficile pour le pays. Et Tiébilé Dramé, le ministre des affaires étrangères de monter au créneau pour lui venir à la res-



cousse, car ce sont les plus hautes qui sont visées à travers les hauts gradés mis en cause. Le ministre des Affaires Etrangères, Tiébilé Dramé, a ainsi débuté une série d'entretiens sur la question avec des diplomates dont les pays sont membres permanents du Conseil de Sécurité. Les ambassadeurs de France, de Russie et de Chine ont été individuellement reçus ce lundi 17 août par le ministre. Et selon un communiqué officiel, les entretiens ont porté sur le rapport du panel d'experts indépendants de l'ONU sur le Mali. Occasion pour le ministre Dramé d'exprimer aux diplomates son étonnement, d'abord sur la fuite du document, et ensuite sur son contenu.

En effet, aux diplomates reçus, le ministre des Affaires Etrangères a contesté notamment une partie du rapport qui cite le nom d'officiers de l'armée faisant obstacle au processus de paix. Et dans un autre document des experts non encore rendu public et adressé au Conseil de Sécurité, figure une liste de six personnes qui pourraient être sanctionnées. Parmi elles, côté gouvernement malien un ancien chef d'état-major de l'armée de Terre, et côté groupes armés et alliés, cinq noms, dont celui d'un chef militaire.

■ Yama DIALLO

Tendances des violations et abus de droits de l'Homme au Mali : 323 personnes tuées entre le 1er avril et le 30 juin 2020

Selon une note de la Division des Droits de l'Homme et de la protection de la MINUSMA (Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali) sur les tendances des violations et abus de droits de l'Homme au Mali, rendue publique ce mois d'août 2020, entre le 1er avril et le 30 juin 2020, la MINUSMA a enregistré un total de 458 incidents sécuritaires dans les régions de Mopti (214), Gao (81), Tombouctou (70), Ménaka (39), District de Bamako (25), Ségou (12), Kidal (8), Sikasso (6) et Kayes (3). Et sur les 458 incidents recensés, 267 ont eu un impact direct sur les droits de l'Homme et le droit international humanitaire et ont causé la mort de 323 personnes dont 23 enfants et 11 femmes.

Par ailleurs selon ladite note, entre le 1er avril et le 30 juin 2020, la situation des droits de l'Homme, fragilisée par l'insécurité croissante et la pandémie de la Covid-19, est restée préoccupante et sans amélioration, tant dans les régions du centre (Mopti et Ségou) que

dans celles du nord (Gao, Kidal, Ménaka et Tombouctou).

Ce trimestre, indique le document, a été marqué par un contexte sécuritaire volatile caractérisé par un nombre important d'attaques asymétriques et d'embuscades des groupes tels que Al Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI), Ansar Eddine, la Katiba Macina, Jama'at nusrat al-Islam wal Muslimin (JNIM), Al Mourabitoune et autres groupes similaires visant les forces de défense et de sécurité maliennes (FDSM), et entraînant à certaines occasions des violences meurtrières contre les populations civiles aussi bien dans les régions de Gao, Ménaka et Tombouctou que dans celles de Mopti et Ségou.

« **Durant cette période, les violences sur fond de tensions intercommunautaires ont continué dans la région de Mopti, rythmées par des attaques des milices et groupes d'autodéfense peuls et dogons. Entre le 1er avril et le 30 juin 2020, la MINUSMA a enregistré un total de 458 inci-**

dents sécuritaires dans les régions de Mopti (214), Gao (81), Tombouctou (70), Ménaka (39), District de Bamako (25), Ségou (12), Kidal (8), Sikasso (6) et Kayes (3). Sur les 458 incidents recensés, 267 ont eu un impact direct sur les droits de l'Homme et le droit international humanitaire et ont causé la mort de 323 personnes dont 23 enfants et 11 femmes », révèle la note.

Au total, la Division des Droits de l'Homme et de la Protection de la MINUSMA a documenté 632 violations et abus de droits de l'Homme ayant causé la mort de 323 personnes dont 23 enfants et 11 femmes. Ces données, précise la MINUSMA, représentent une augmentation de 5,65 % par rapport aux violations et abus documentés au cours du trimestre précédent (du 1er janvier au 31 mars 2020), période au cours de laquelle la Division avait enregistré 598 violations et abus de droits de l'Homme ayant causé la mort d'au moins 380 personnes. « **La période sous examen a été marquée par un nombre élevé d'attaques armées entre les membres des communautés peule et dogon, principalement dans la région de Mopti. Au total, 63 attaques armées ont été documentées et ont causé la mort de 172 personnes comparative- ment au trimestre précédent où 35 attaques ayant causé la mort de 180 personnes ont été documentées** », souligne la note de la MINUSMA.

■ Yama DIALLO



Démission de IBK et son régime : Film des évènements du mardi 18 août 2020 mis à jour à 00 h 30

Depuis l'aube : les transporteurs routiers coupent l'entrée de Bamako au niveau de Niamanan en dénonçant l'arrestation de certains de leurs collègues, bloquant ainsi l'accès à la ville.

Vers 8 h : mutinerie au camp Soundiata de Kati. Des armureries sont ouvertes et chaque militaire s'est muni d'une arme.

9 h : des personnalités politiques de premier plan sont arrêtées, dont le président de l'Assemblée nationale, M. Moussa Timbiné, le ministre de l'Économie et des Finances, M. Abdoulaye Daffé (à son bureau). Ce dernier demande à ses agents de sécurité de coopérer et part avec les contestataires pour une destination inconnue.

La cité administrative est interdite d'accès. Les forces armées prennent position devant le bâtiment.

10 h : les services publics, les institutions de la République, les banques et institutions financières, plusieurs stations-service ferment à Bamako.

Dans l'après-midi : 12 h : les manifestants investissent le boulevard de l'Indépendance à Bamako.

Vers 13 h : arrestation des généraux Ibrahim Dahirou Dembélé, ministre de la Défense et M'Bemba Moussa Keïta, ministre de la Sécurité intérieure et de la Protection civile et plusieurs autres haut gradés de l'armée par les militaires.

14 h : certains bâtiments publics et privés dont l'immeuble du ministre Me Kassoum Tapo sont incendiés et leurs biens emportés. Une foule de plus en plus dense se dirige vers la résidence du chef de l'État Ibrahim Boubacar Keïta à Sébénikoro, en commune IV du district de Bamako. Les militaires protègent le bâtiment.

16 h : le Gouvernement, à travers le cabinet du Premier ministre, publie un communiqué dans lequel il s'inquiète de la situation des deux camps militaires de la ville de Bamako, prône le dialogue et demande aux militaires de « faire taire les armes ».

Pendant ce temps, plusieurs leaders de l'opposition se réunissent dans leur QG, dans des lieux secrets ou par téléconférence pour dégager une stratégie.

17 h : suite à la demande de reddition du président de la République réclamée par plusieurs haut gradés de l'armée et l'intervention de chefs d'États étrangers pour négocier une arrestation sans effusion de sang, le président IBK comprend que les forces armées ne sauveront pas le régime. IBK, quelques membres de sa famille, le Premier ministre Boubou Cissé et le directeur de la Sécurité d'État, Moussa Diawara, sont arrêtés et conduits au camp Soundiata Keïta à Kati.

Le convoi, composé de plusieurs 4x4 et escorté par les forces de sécurité, traverse la ville de Bamako.

18 h : les manifestants, bras en l'air et scandant des propos hostiles au président occupent le Monument de l'Indépendance, d'autres se sont postés devant la résidence du président et devant le camp Soundiata Keïta à Kati.

Depuis 18 h : pillage de l'annexe du ministère de l'Économie et des Finances, en face du siège d'Ecobank. Au moins deux jeunes sont blessés par balle pendant la tentative de dispersion de la foule par les forces de l'ordre. Les blessés dans un état critique sont évacués vers l'hôpital Gabriel Touré.

La police tente de stopper les scènes de pillage en zone ACI 2000 (stations Totale et Shell place Can 2002). Par ailleurs, elle est intervenue et a assisté le personnel de la station Yara Oil à évacuer, par voitures, les produits de leur boutique.

Les domiciles privés de l'ancien Premier ministre, Soumeylou Boubeye Maïga et du ministre Kassoum Tapo sont pillés et saccagés par de jeunes casseurs. Chez l'ancien PM, des voitures sont fortement endommagées tandis que chez Me Tapo, des biens sont emportés. La police intervient chez M. Maïga pour disperser la foule.

20 h 30 : les forces de sécurité empêchent des pillards de traverser le pont du Roi Fadh avec du matériel volé en ville (chaises, bureaux, climatiseurs, mini-bars, vivres...).

21 h : des scènes de pillages sporadiques dans plusieurs quartiers de Bamako : Medina Coura, Daoudabougou, ACI 2000

22 h : la Communauté Economique Des Etats De l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dénonce le « coup de force des militaires putschistes maliens », leur demande un retour à l'ordre constitutionnel sans délai et impose une série de sanctions contre le Mali de facto suspendu des instances de décision de l'organisation sous-régionales

23 h 30 : les tentatives de vols se poursuivent dans plusieurs quartiers de Bamako où les forces de sécurité interviennent désormais en faisant des tirs de sommation.

vers 00 h : sur la télévision d'Etat, l'ORTM, vêtu d'un boubou blanc et d'un masque de protection, le Président Ibrahim Boubacar Keïta, 75 ans, annonce sa démission de ses fonctions de Président de la République, Chef de l'Etat, déclarant vouloir éviter tout bain de sang.

■ Souleymane Diawara



M5-RFP : Les religieux et l'unité nationale, comment décomplexer le débat !



C'est aux Maliens de sauver le Mali, c'est pourquoi ils sont debout sur les remparts pour faire démissionner leur chef de l'Etat ainsi que les y invite l'hymne national du pays. Sous cet angle, on peut douter que l'intervention en cours de la CEDEAO puisse faire grand-chose.

Le Mouvement du 5 juin -Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) est un large mouvement, plus que « Antè A Bana » (Front du refus) qui a empêché la révision constitutionnelle en 2017. Il inclut toutes les forces politiques et sociales en éveil. Il est un vaste regroupement composé de Maliens de toutes origines, de religions, d'une centaine de partis politiques, des syndicats dont deux centrales, de plusieurs centaines d'associations et de plateformes de la société civile et aussi de personnalités patriotiques nationales.

Ses membres et dirigeants ont assumé les plus hautes responsabilités de l'Etat (Premiers

ministres, ministres, présidents d'institutions, députés, ambassadeurs, officiers, Généraux de l'armée à la retraite, maires, avocats, directeurs généraux, professeurs d'enseignement supérieur, professions libérales, etc.) ou ont réussi à la tête de très grandes entreprises privées.

Personne au Mali ne semble contester la légitimité de ces revendications, y compris les Médiateurs de la CEDEAO et les milieux diplomatiques, seule l'idée de la démission de IBK pose interrogation à certains.

Le M5-RFP ne se veut pas une force d'opposition, il est une force de sauvegarde nationale, c'est-à-dire une plateforme de lutte pour la survie du Mali. Que IBK ait échoué, qu'il ne puisse plus diriger le Mali tant sa crédibilité personnelle est atteinte, cela tombe sous le sens. On peut même toucher des mains la faille de sa gouvernance et le déclin d'un Mali qu'il abîme chaque jour un peu plus. Jamais

un Président et son clan n'ont autant pillé le pays : une armée sous-équipée, quotidiennement livrée à la mort, des Généraux milliardaires, la banalisation de la mort de soldats dans une guerre entretenue à des fins de conservation du pouvoir et d'enrichissement personnel ; le même schéma est conçu pour les conflits intercommunautaires et ethniques au Nord et au Centre du pays. Dans ce décor, les élections, cheval de bataille de la CEDEAO, sont devenues une impasse depuis 2018. Plus personne ne croit à la voie électorale comme mécanisme de changement de la société ou de dévolution du pouvoir.

Il ne fait aucun doute aujourd'hui que Soumaïla Cissé a battu IBK dans les urnes, mais le Premier ministre Soumeylou Boubeye Maïga et le ministre de l'administration territoriale de l'époque Mohamed Ag Erlaf, ont falsifié les procès-verbaux des élections dans les zones cotonnières, ils ont laissé aux groupes armés le soin de bourrer les urnes au Nord et au Centre.

La Cour constitutionnelle, comme pour les élections législatives actuelles, a blanchi toute cette forfaiture de l'administration électorale. Les comportements et les différentes interventions des Etats voisins et de la communauté internationale, en occurrence la France, la CEDEAO et l'Union européenne, ont conforté les citoyens dans cette conviction que les élections ne jouent plus leur rôle de régulation politique et d'intégration sociale.

Au bout du compte, IBK exerce un pouvoir de fait. Il n'a aucune légitimité, toute légalité de ses actes est douteuse. C'est ce qui fait que personne, aucun Malien, ne s'autorise à assister indifférent ou en spectateur à la destruction du pays.

En sept ans d'exercice du pouvoir, chacun a pu se rendre compte que le pouvoir IBK est une stratégie d'échecs permanents, d'humiliation et de désintégration de la nation au quotidien, et aussi de destruction de tous les piliers du pays. Il ne règne que par la tension, il est constamment dans une stratégie du chaos là où le pays ne souhaite qu'une alternance pacifique. De tout cela, la CEDEAO est informée, c'est elle-même qui, en octobre 2018, avait recommandé aux acteurs politiques de s'abstenir d'organiser tout scrutin avant de procéder à des réformes profondes du système électoral. C'est la réalité de la destruction de l'unité nationale qui fait bouger la plupart des acteurs

en ce mouvement. La gouvernance IBK a livré le Mali aux porte-parole ethniques. Ceux-là qui font de l'appartenance à une ethnie un programme de promotion sociale et politique, dans un pays où l'identification ethnique est le plus souvent artificielle. Le Mali est ce pays de brassage dont les racines profondes nous proviennent des empires du Ghana, du Mandé et du Songhaï, etc., qui ne s'est jamais porté aussi mal. Au fil des siècles, l'imbrication des différentes traditions ont forgé une culture nationale unique en Afrique de l'Ouest. Mais, sous nos yeux, cette nation se délite, les régions se replient, à l'intérieur de chaque région des groupes se forment et se recroquevillent, les ethnies et les communautés se cabrent face à l'Etat.

Le Mali semble se détourner de son histoire faite de brassage, l'un des meilleurs que l'Afrique de l'Ouest n'ait jamais connus.

Par l'instrumentalisation d'une gouvernance erratique, les racines ethniques et communautaires repoussent plus que jamais. Une longue liste de préjugés se réveille et sépare de plus en plus les Maliens. L'esprit de l'entrepreneuriat ethnique s'installe lentement, avec plus d'assurance, les terroirs s'organisent, on ne sait vraiment pour quelle bataille. Dans le combat pour conjurer cette sinistre perspective, certains voudraient que l'on fasse le tri catégoriel des Maliens. Selon eux, les leaders religieux devraient y être exclus pour une meilleure tranquillité des esprits acquis à la laïcité.

Les religieux et l'unité nationale, comment décomplexer le débat ?

Ceux d'entre les Maliens et/ou les Africains qui ne voient dans le M5-RFP qu'un mouvement religieux triomphant se trompent de lecture de la société d'aujourd'hui. Les leaders religieux, toutes tendances considérées, n'abordent aucun thème qui n'ait été traité par les forces politiques et la société civile non capturée, dans les mêmes termes. Le mérite des leaders musulmans, c'est d'être plus audible aujourd'hui, parce que le pouvoir en place a cultivé la futilité de toute opposition politique démocratique dans le système.

Alors, face au désir ardent d'émancipation, de libération de toutes espèces de servitude dans la société, des acteurs non conventionnels

sont devenus plus présents dans ce combat, même si rien ne garantit le succès à eux seuls. Aussi, l'intervention des leaders musulmans sonne-t-elle à tout le moins comme une intervention citoyenne, ou plus comme un air de « théologie de la libération », ce mouvement qui, dans les années 80 et 90, a sauvé les sociétés sud-américaines de la misère et des dictatures militaires. En effet, d'après Gustavo Gutierrez, « la théologie de la libération dit aux pauvres que la situation qu'ils vivent n'est pas voulue par Dieu » et qu'ils sont invités à se battre pour la transformation de leur société. La théologie de la libération est un courant de pensée théologique chrétienne venu d'Amérique latine, suivi d'un mouvement socio-politique, visant à rendre dignité et espoir aux pauvres et aux exclus et en les libérant d'intolérables conditions de vie. C'est grâce à cette philosophie combinée au combat des forces de progrès que l'Amérique latine a pu transformer ses sociétés et chasser des dictatures sanguinaires et des démocraties de façade, et surtout donner un contenu social plus prononcé aux politiques publiques. L'Afrique, comme dans un déterminisme historique, se refuse à sauter les étapes de développement politique de l'Amérique latine. Alors, une partie de la jeunesse musulmane pourrait porter ce courant aujourd'hui au Mali, de même que celle catholique au Togo, en RD Congo etc., pour ne citer que les expressions les plus avancées de ce courant sur le continent.

Les forces populaires doivent se décomplexer par rapport à cette question de l'islam militant sur notre continent et qui est loin de se confondre au courant djihadiste importé chez nous par ceux-là mêmes qui se posent en donneurs de leçons. Tout a été fait pour maintenir notre pays à genoux devant toutes sortes d'occupations. Alors, libérer le Mali de ses agresseurs, de ses propres prédateurs, voire de ses cauchemars, n'est-il pas un impératif national ? Devant la dégradation absolue des conditions d'existence dans notre pays, quelle est la catégorie socio-professionnelle qui ne s'est pas fait entendre d'une manière ou d'une autre ? Quelle catégorie de Maliens pourrait-on décemment exclure du débat national sur la sauvegarde de la nation ?

La refondation du Mali impliquera cette ingénierie sociale qui fera que l'élite

arabisante et l'élite francophone ne se regarderont plus en chiens de faïence.

Dans l'analyse de la dynamique sociale, nous semblons très souvent oublier que l'école est au cœur de la bataille qui se déroule sous nos yeux. La refondation de l'école est donc le premier jalon de la libération du Mali. L'échec de l'élite actuelle est le résultat du néocolonialisme avec son décor de paternalisme français qui vise à entretenir une élite dite experte, technocratique totalement coupée des couches populaires. Ce faisant, des élites, principalement au sein de l'éducation nationale, nanties d'un caractère vénal à toute épreuve, n'ont cessé de fabriquer des discours de consommation des financements étrangers et détacher ainsi l'éducation nationale de sa base sociale. Dans cette quête de rattachement de notre système éducatif au néocolonialisme, plus on avance, plus le système exclut les enfants issus des milieux populaires. Le résultat de cette démarche, le Mali paie la coexistence de deux types d'écoles qui forment deux catégories de Maliens, chacune se drapant de valeurs et de références spécifiques, en particulier les prétendues élites occidentales et celles arabisantes.

Or, la vérité est que ces deux écoles, en formant deux types de citoyens, ces citoyens affrontent le même et seul problème dans le pays aujourd'hui : la souveraineté du pays et la survie de la nation.

Nous sommes dans un pays où ceux qui sont dans les charges publiques ignorent royalement les partis politiques, les organisations autonomes de la société civile, comme acteurs de gestion de crise, de captation de la colère et des demandes sociales. Ce faisant, ils n'ont pu donner aucune capacité à la nation pour se défendre contre ses agresseurs, ni en matière d'organisation politique, encore moins en capacité militaire. C'est un fait qu'IBK a détruit ce que le Mali avait comme acquis le plus précieux : l'unité nationale. Aucun homme politique n'a autant exacerbé les tensions ethniques et communautaires, seuls comptent dans son système les porte-parole ethniques. Il a également détruit toutes les légitimités nationales traditionnelles, griots, familles fondatrices, leaders religieux, etc. En somme, il a décrédibilisé tous les mécanismes de mé-

diation nationale.

Comment s'étonner, dans ce contexte, que les Maliens peinent à se parler ? Il y a longtemps que le pouvoir IBK a effacé la République, sa lettre et son esprit, au Mali. Ainsi, le fils adoptif est nommé président de l'Assemblée nationale. Le fils biologique est, de fait depuis six ans, en réalité chef d'état-major et ministre de la défense, en plus d'être nominativement président de la commission de défense du Parlement. Et le père de la femme du fils biologique est nommé à la tête de la Haute Cour de justice chargée, semble-t-il, de juger les ministres et le chef de l'État, après avoir fait 5 ans à la présidence de l'Assemblée nationale. Que reste-t-il de la république et de la séparation des pouvoirs ?

Il s'y ajoute que toutes les institutions sont en panne ou ont leur mandat expiré. C'est dire que le problème malien n'est pas électoral, il est encore moins juridique, il s'agit de sauver une nation, un pays dans sa diversité, par la restauration de ses piliers cassés par une gestion scandaleuse. Qui-conque ignore cette grille de lecture n'est pas dans la solution et c'est le cas de la CEDEAO dont les bricolages juridiques et institutionnels, et surtout les compromissions politiques, en ajoutent à la crise. On comprendrait mieux si la CEDEAO avait proposé, à défaut de s'inscrire dans la recherche de conditions de départ d'IBK, un referendum-révocation sous certification internationale. Mais vouloir imposer un mandat de fraude au peuple malien reste un déni de réalité et de justice.

La démission d'un tel pouvoir incapable et corrompu devient une exigence démocratique. Le départ d'IBK est la solution la plus crédible, ses modalités peuvent être convenues.

Certes, cette démission ouvrira la boîte de Pandore en Afrique de l'ouest, mais cela n'est-il pas le destin du M5-RFP que d'être un nouveau pacte citoyen dans l'espace CEDEAO, le mouvement qui fait la jonction de toutes les légitimités politiques et sociales pour libérer nos États et sociétés ? Tel semble être l'enjeu du combat politique des Maliens...

Souleymane Koné
Ancien Ambassadeur

L'engagement politique au féminin : Mme Wadidié Founé Coulibaly, l'amazone du M5 !

Devant ses camarades du M5-RFP ou au sein de son propre mouvement "ON A TOUT COMPRIS", elle fait valoir ses capacités de se battre remarquablement sur tous les fronts. Sa sincérité dans le militantisme atteste qu'elle maîtrise bien les ficelles de son engagement sociopolitique. Le moins qu'on puisse dire en plus est qu'elle est très au sérieux dans tout ce qu'elle entreprend comme combat pour faire triompher sur le terrain ses idéaux démocratiques, ses convictions politiques. Telles sont les motivations elle s'est mise au service de la patrie, le Mali.

Elle, c'est Mme Wadidié Founé Coulibaly, la porte-parole du Mouvement Démocratique et Populaire dirigé par Adama Benn Diarra, mouvement affilié au parti de Dr. Oumar Mariko. Jeune dame de moins de quarante ans (née en 1983), elle est mariée et mère de trois enfants, de surcroît une vraie battante et très engagée dans la lutte contre la mauvaise gouvernance. Également, au plan syndical et dans la lutte pour l'émancipation de la femme malienne, tout indique que Mme Wadidié Founé Coulibaly n'a nullement peur d'aller au charbon. Lors des tueries des 10, 11, 12 juillet derniers par les éléments cagoulés de la FORSAT, dans son quartier résidentiel de Badalabougou, en Commune V du District de Bamako, elle n'a pas reculé d'un pouce ni devant les menaces et intimidations, encore moins face aux gaz lacrymogènes de la police. Seule, elle est restée au chevet d'un jeune manifestant tombé sous les balles des policiers jusqu'à l'arrivée, tard dans la nuit, d'une équipe de sapeurs-pompiers pour l'évacuer à la morgue de l'Hôpital Gabriel Touré.

Brillante Gestionnaire de formation, travaillant à la CANAM de Bamako où elle est membre du bureau syndical, notre interlocutrice, Mme Wadidié Founé Coulibaly, est une femme engagée, très dévouée pour les causes nobles. Depuis qu'elle était étudiante, elle se bat pour la cause des femmes et des enfants. En 2016 et 2017, elle a eu le courage de parcourir successivement les régions de Kayes, Koulikoro

et Gao où elle a découvert de visu des conditions de vie très difficiles des populations locales en général et des femmes en particulier. Ce fut tellement désolant qu'elle ne cessera depuis lors de s'interroger anxieusement : « Pourquoi ça ne va pas dans nos pays ? ».

A l'extérieur du pays aussi, Mme Wadidié trouve que la situation de la diaspora mérite, selon elle, d'être soutenue activement dans toutes les phases décisives du processus de développement socio-économique et politique national. Elle a eu à s'enquérir des conditions de vie et de travail des ressortissants maliens dans plusieurs pays d'Afrique et d'ailleurs. D'où son attention particulière sur cette frange importante de la population active malienne. Le franc-parler de Mme Wadidié Founé Coulibaly n'est pas moindre de ses qualités de femme engagée résolument pour son pays. Pour preuve, elle a été le premier citoyen malien à interroger l'Honorable Karim Kéïta, Président de la Commission Paix et Sécurité de la cinquième législature, sur la fiabilité de l'état technique des avions achetés à coût de milliards du contribuable malien pour l'équipement des FAMA (Forces Armées Maliennes). Ensuite, pour elle, concernant les objectifs du M5-rfp, l'influence des leaders religieux et de la société civile dans la gestion des affaires de l'État est un aveu d'impuissance de la classe politique malienne dans son ensemble. Mme Wadidié Founé Coulibaly en est convaincue. Selon elle, la crise sociopolitique sévissant actuellement dans le pays contre la mauvaise gouvernance, c'est un combat qui lui tient à cœur. « Notre combat n'est pas politique, il se situe dans le cadre de la défense de l'intérêt supérieur du Mali. Donc, étant avec tous les acteurs politiques, toutes les forces de la nation qui comptent, nous ne pouvons plus reculer. Avec ou sans l'Imam, le Cherif et les leaders de la classe politique traditionnelle, la jeunesse et les femmes vont poursuivre pacifiquement et sûrement les nobles actions déclenchées pour la cause de la nation malienne, de la patrie. Car c'est une

lutte générationnelle mais non politique, religieuse ou de genres », nous a-t-elle rassuré sur un ton implicitement motivé pour ses visions personnelles.

Avec un profond regret et très remontée contre l'utilisation de la force contre des jeunes manifestants aux mains nues, Mme Wadidié Founé Coulibaly rassure que le combat va se poursuivre jusqu'à ce que les auteurs et commanditaires des tirs à balles réelles des 10, 11 et 12 juillet derniers soient démasqués et traduits devant les tribunaux compétents. Très au regret, elle nous révèle, avec des images atroces et humiliantes à la fois d'un leader et de ses codétenus gisant au sol dans un lieu de détention arbitraire lancées sur les réseaux sociaux. Réalité corroborant le secret de polichinelle selon lequel, chez nous, en Afrique, il n'y a plus de secret d'État, à plus forte raison de secret professionnel. Comme aux temps des dictatures, les droits à l'inviolabilité de l'intégrité physique et morale des détenus politiques ne sont plus respectés. Cela, dans l'indifférence générale des autorités compétentes.

Au plan politique, Mme Wadidié Founé Coulibaly ne manque pas de visions pour le Mali. C'est une battante qui se fait reconnaître tout de suite par le tempérament de son leadership très attaché aux vertus de la démocratie et du développement équitable. « Je veux me battre jusqu'à voir mon pays avancer et sa jeunesse réussir sur tous les plans », s'est-elle engagée tout au long de notre conversation. Des élections transparentes, c'est un des objectifs de son engagement politique. Et elle a été à l'œuvre, lors des élections présidentielles de 2018, lorsqu'elle était l'assistante de Tiébilé Dramé, qui fut Directeur de campagne de Soumaïla Cissé.

Sur le front syndical, Mme Wadidié Founé Coulibaly est membre active de la section de la CANAM. Elle anime avec brio le poste de Secrétaire aux Relations Extérieures. A ce titre, elle trouve paradoxale la position floue de la Centrale Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM) dans la lutte contre la corruption, l'injustice, la misère des travailleurs et de l'ensemble des couches socioprofessionnelles inscrites d'office dans les revendications clés du M5-rfp.

Dans le même ordre d'idées, cette gestionnaire de formation ne cache pas son amertume face à l'absence de la Coordination des



Associations et ONG féminines (CAFO) dans les activités du M5-rfp. « Car, il s'agit là d'une lutte générationnelle pour l'émancipation féminine et un devenir meilleur pour la jeunesse malienne tout entière », nous a-t-elle confié avec forte conviction. Et de s'écrier : « Ce combat est celui de nous, les femmes surtout ; car, nous sommes censées comprendre combien valent les salaires de nos époux, qu'est-ce qui se passe si nos enfants tombent malades ou pour leurs études, jusqu'où ça nous éprouve de voir tous les jours nos frères, maris, fils tombés sur le front du Nord et du Centre sous les balles des terroristes par manque d'armes et de conditions de combat idoines, et j'en passe ».

Vu la légitimité et la portée de ses objectifs à

long terme, le Mouvement du 5 juin du Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-rfp) aura bientôt ses représentations dans les différents pays de la sous-région. Selon Wadidié Founé Coulibaly, ce mouvement a déjà ses points focaux en Côte-d'Ivoire, en Guinée-Conakry et au Sénégal. Donc, pour la mise sur les fonts baptismaux des comités stratégiques de leurs homologues dans ces pays, ce n'est qu'une question de jours. Ce, dans le sens que, conclura-t-elle, l'avenir tant rêvé les peuples africains passent de façon incontournable par la victoire de ce combat né ici au Mali contre la mauvaise gouvernance tant sur le plan politique et sécuritaire que socio-économique.

■ Djankourou

Crise sociopolitique au Mali : La Diaspora africaine donne de la voix à Bruxelles

Le vendredi, 14 août 2020, les communautés des pays africains en Europe se sont fortement mobilisées devant le siège de l'Union Européenne, à Bruxelles (Belgique). C'est pour apporter leur solidarité agissante au peuple malien dans sa lutte contre la mauvaise gouvernance et la dictature. Les participants, dans leur Déclaration officielle, ont condamné fermement les tueries des jeunes manifestants pacifiques, fustigé la mauvaise gouvernance et les dictatures en Afrique, et ont demandé en face du monde entier le départ d'IBK et de tout son régime. Ils ont dénoncé également l'ingérence de la France dans les Affaires intérieures des pays africains. Voici le libellé de cette Déclaration parvenue à notre Rédaction.

Considérant le droit inaliénable de chaque peuple à l'autodétermination politique, à la liberté, à la paix, à la souveraineté et à l'émancipation économique;

Considérant que les pays africains dits « francophones » sont gouvernés par une horde de

chefs d'Etats qui ont échoué et se maintiennent au pouvoir par les fraudes éhontées, les crimes massifs, l'exclusion politique, la corruption et le parjure des constitutions de leurs pays respectifs (IBK au Mali, Ouattara en Côte d'Ivoire, Biya au Cameroun, Ali Bongo au Gabon, Faure Gnassingbé au Togo, Alpha Condé en Guinée-Conakry, Embaló en Guinée-Bissau, Patrice Talon au Bénin, Sassou N'Gessou au Congo-Brazzaville...);

Considérant que l'Union Africaine et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont échoué dans la résolution des crises politiques en Afrique en ce sens que ces organisations politiques sont devenues des syndicats de chefs d'Etats illégitimes, assassins et incompetents;

Considérant qu'en 2013 le président Ibrahim Boubacar Kéïta a été élu au terme d'un plébiscite électoral et « réélu » en 2018 dans des conditions contestables et qu'à ce titre il n'a eu de cesse de plonger le Mali dans une mauvaise gestion caractérisée par le parjure de la

constitution malienne, des violations répétées des droits de l'homme, l'explosion de l'insécurité dans l'ensemble du Mali, le détournement massif des fonds publics notamment ceux alloués à l'armée, les privatisations ruineuses au profit de l'étranger, le déshonneur affiché à l'égard des victimes de guerre, le braquage du territoire malien aux forces étrangères notamment françaises et enfin l'exacerbation de la misère économique des Maliens ;

Considérant que la diaspora africaine en général contribue significativement à l'appui financier des Etats africains incapables de remplir leurs missions régaliennes, ne saurait rester insensible aux nombreux violations de droit de l'homme et à l'absence d'Etat de droit démocratique ;

Nous, Peuples africains, mobilisés ce jour, apportons un soutien ferme des diasporas africaines diverses à la résistance des peuples africains en général et au peuple malien en particulier qui lutte depuis plusieurs semaines contre le régime honni d'IBK soutenu par la CEDEAO et la France.

Fait à Bruxelles, Le 14 août 2020

**Pour les signataires Diaspora Togo-
laise de Belgique (DTB)
Conseil Panafricain de Belgique (CPB)
Kokou Philippe AMEDODJI
Olivier DOSSOU**



Crise au Mali : Fin de parcours pour IBK et son PM

Le président Ibrahim Boubacar Keita a été arrêté, le mardi 18 août 2020, à la suite d'une mutinerie menée par des militaires en colère. Cette opération a été minutieusement préparée par les mutins.



La population de Kati s'est réveillée sous des tirs en l'air à l'intérieur du Camp Soundiata Keita. Selon nos informations, ce sont trois pickups chargés d'hommes en armes qui ont fait irruption dans cette garnison militaire pour alerter les autres soldats sur leurs intentions. Les commanditaires sont vite parvenus à convaincre leurs frères d'armes à adhérer à leur volonté de sonner la fin de récréation des détournements de leurs primes et indemnités. L'entrée des militaires dans la danse a permis de mettre fin au régime de prédation d'IBK.

Si notre source devait faire foi, cette mutinerie a commencé par l'arrestation du chef d'état-major de la garde nationale et de son DAF. Il est à rappeler à cet égard que le général Moussa Diawara, directeur de la Sécurité d'Etat de IBK est un élément de la garde qu'il croyait être à ses ordres. Plusieurs personnalités ont été également arrêtés leur tour. Il s'agit notamment du ministre de l'économie et des finances Abdoulaye Daffé, du ministre

des affaires étrangères et de la coopération internationale, Tiébilé Dramé et du président de l'Assemblée nationale, Moussa Timbiné. Il faudra aussi préciser que la cité administrative était quasiment vide après le passage de la première unité qui est venue cueillir le patron des finances dans son bureau. Ce qui a conduit forcément à la fermeture de tous les services et banques. Aussi, des militaires lourdement armés jusqu'aux dents ont pris le contrôle de l'office de radiotélévision du Mali (ORTM). La chaîne nationale a cessé d'émettre pendant environ une heure à la suite de l'instruction du directeur général avant de prendre la tangente.

Après cette série d'arrestations, une colonne de véhicules militaires s'est dirigée dans la capitale, Bamako pour achever le reste des opérations. A leur passage, ils ont été applaudis par les populations riveraines. Ce qui indique clairement que la population n'attendait que les militaires prennent leurs responsabilités. Dès l'annonce de la nouvelle de la mutinerie, la liesse populaire s'est emparée de la capi-

tales. Des centaines de personnes se sont regroupés à la place de l'indépendance. Certains responsables politiques ont rejoint les manifestants. Des manifestations qui ont continué toute la journée pour rendre hommage aux hommes en armes. Cependant, les militaires ont reçu tous les honneurs au moment où ils se dirigeaient à Sébeninkoro. Avant même la fin de l'opération, on sentait une certaine ferveur dans toute la ville. Certains étaient en train de fêter déjà la victoire qui nous ouvrira la voie à une transition démocratique tant prônée par les opposants au régime.

En début de soirée, sous la conduite du chef des mutins, plusieurs véhicules militaires ont encerclé le domicile du président IBK. Ils étaient accompagnés par la population qui visiblement était pressée de voir la fin de ce régime que d'autres qualifieraient de sanguinaire. Car IBK et ses hommes ont du sang sur la main. L'on se rappelle que le régime avait utilisé la force anti-terroriste pour réprimer des manifestants aux mains nues. C'est précisément dans les environs de 16 heures 30 minutes qu'ils sont parvenus à mettre la main sur IBK et son premier ministre, Dr Boubou Cissé sans effusion de sang. Il nous revient de plusieurs sources que les gardes corps du Président IBK n'ont opposé aucune riposte ou résistance. Ils ont coopéré pour éviter à notre pays de sombrer dans le chaos. La question qui hante dès lors les esprits des maliens est savoir comment dans une telle situation IBK est resté enfermé chez lui sachant bien que rien ne pourra arrêter les mutins. Depuis le début de cette opération, plusieurs sources révélaient qu'il serait réfugié dans le camp de la Minusma. Mais il aurait fallu attendre que les militaires débarquent pour se rendre compte qu'il était à son domicile. Malheureusement pour lui, il suivait les derniers développements de la crise qui ont conduit à la fin de son régime. Curieusement, il était avec son premier ministre pour peaufiner un plan de sortie de crise. Après leurs arrestations, ils ont été conduits à la garnison de Kati. Au moment où nous mettions sous presse cet article, aucune communication n'a été faite, ni par les mutins ou encore moins le gouvernement. Tout porte à croire que c'est un coup d'état conduit par des militaires mécontents.

■ Ibrahim Sanogo

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA



Achat de condiments par les femmes Bamakoises : Vers l'abandon du panier au profit des sachets plastiques !

Autrefois les femmes portaient les paniers de ménage pour l'achat de leurs condiments au marché. Cela sécurisait et assurait les conditions d'hygiène de leurs condiments. De nos jours, les femmes de la nouvelle génération plus particulièrement les femmes maliennes ont tendance à abandonner cette ancienne méthode. La plupart d'entre elles, comme un effet de mode, mettent leurs condiments dans des sachets plastiques.

« L'habitude est une seconde nature » enseigne un adage. Cet adage colle bien avec l'attitude développée depuis longtemps par les femmes, particulièrement celles de Bamako. Il s'agit de celle de ces femmes à faire le marché avec des sachets plastiques noirs. Sortie d'une voiture RAV 4 noire, habillée en wax de couleur rose avec de bijoux au cou et des bracelets scintillants, Mme Simpara Fatoumata Simpara, nouvellement mariée, est venue au marché de Fadjioula, les bras vides

et ballants.

« Si le monde évolue, on doit évoluer avec, je n'ai pas le temps pour prendre ce panier, je viens directement au marché, arrivée à côté des vendeurs j'achète le sachet bleu pour mettre tous mes condiments dedans » a-déclaré Mme Simpara. Et d'ajouter : « Utiliser le panier de ménage c'est pour perdre de temps, chaque jour avant d'aller au marché nous sommes obligés de laver ce panier, si c'est le sachet plastique on met à la poubelle, je me sens à l'aise avec le sachet plastique ».

Or, à en croire Mme Tangara Tenin, animatrice à l'émission "voix de cœur" à la radio Kledu, l'utilisation des sachets plastiques pour l'achat des condiments n'est pas sans conséquence. Auparavant, dit-elle, les femmes utilisaient le panier de ménage avant l'arrivée du sachet plastique.

Selon elle, l'utilisation des sachets plastiques permet de savoir la quantité des condiments

achetés par les femmes au marché. Il ne permet aucunement à la ménagère d'être à l'abri de toute curiosité des yeux indiscrets. « Les sachets plastiques sont faits pour les hommes, les vendeuses mettent leurs fruits dedans car ceux-ci ne peuvent pas porter le panier » a-t-elle précisé

De son côté, Dr Issa Diallo sociologue de la Santé, enseignant chercheur à la Faculté des Sciences Humaines et des Sciences de l'Éducation, soutient que l'utilisation des sachets est une question d'habitude, pour la simple raison que les gens pensent que le contenu est facile à transporter. « Aujourd'hui dans ce monde de capitalisme, le monde est cher. Face à cette situation de cherté les gens utilisent les sachets plastiques. On ne voit plus le côté environnemental et sanitaire c'est plutôt social » a-expliqué Dr Diallo.

Selon lui, ces sachets sont très dangereux pour l'environnement. Car dit-il, ils ne pourrissent pas. Sur le plan sanitaire, poursuit Dr Diallo, les femmes doivent savoir qu'il est déconseillé de mettre la patte d'arachide dans des sachets plastiques.

Les nutritionnistes ont d'autres griefs contre cette plastique pour servir de contenant à des aliments destinés à la consommation.

■ Par Fatoumata Coulibaly

Charbon de bois : L'or de la période hivernale au Mali



L'hivernage a provoqué la hausse du prix du sac de charbon de bois, mais aussi le mauvais état des routes reliant les zones de production à la capitale selon N'Golo, un vendeur de charbon.

Depuis le début de l'hivernage, il est presque devenu difficile voire impossible de s'approvisionner en charbon de bois. Les plus chanceux doivent déboursier en 5000 sinon plus pour le sac, autrefois vendu entre 3.000 et 4.000 Fcfa. Les femmes sur le chemin du marché monologuent car déduire le prix des sachets de 100

FCFA du prix du condiment, revient à une vraie gymnastique.

Compte tenu de la démographie des villes, les femmes préfèrent préparer avec le charbon qu'au bois. Malgré, qu'il présente est un grand danger pour la nature. Car, selon les spécialistes, pour faire un 1kg de charbon, il faut au moins faire passer le feu sur 7 kg de bois. Selon une étude, « plus d'un million de tonnes de bois par an est coupé dans un rayon d'environ 200 km autour de Bamako ».

Malgré l'existence d'une loi qui régit le secteur,

l'informel continue d'y prévaloir. Malgré tout, les marchés et les abords des localités traversées par des autoroutes sont pavoisés des stocks de charbons et de bois. Sur les voies publiques, ce sont des camions et minicars surchargés de bois et de charbons qui perturbent souvent la circulation et occasionnent d'accidents de routes. Cette cherté est un business pour les revendeurs grossistes et détaillants de charbon.

■ Mahamadou YATTARA



Côte d'Ivoire : Après les violences à Daoukro, ceux qui se sont opposés nettoient ensemble les rues

Plusieurs images publiées le 16 août sur Facebook montrent des jeunes en train de nettoyer les artères principales de la ville de Daoukro après les violences enregistrées lors des manifestations contre le troisième mandat d'Allassane Ouattara. L'initiative répond à l'appel au calme lancé par les autorités locales pour apaiser les tensions qui ont fait trois morts dans la ville.

La capitale de la région de l'Iffou dans le centre du pays, et fief de l'opposant Henri Konan Bédié, a été le théâtre d'affrontements meurtriers entre partisans du chef de l'État ivoirien, Allassane Ouattara, et ceux opposés à sa candidature à un troisième mandat. Selon un bilan de la police, ces affrontements ont fait trois morts.

Dimanche 16 août, des groupes de jeunes issus des communautés malinkés et baoulé ont nettoyé ensemble les artères principales de la ville pour dégager les gravats qui témoignaient encore des scènes de violence.

Les images de ces séances d'entretien ont été partagées plusieurs centaines de fois sur Facebook avec des commentaires positifs. "Vive l'amour et la fraternité entre tous les enfants de l'Iffou. Nous sommes issus de la même sève, celle de notre chère région où a toujours régné le vivre-ensemble et l'union. Ne laissons jamais la politique nous opposer", a commenté un internaute, tandis qu'un autre condamnait les responsables politiques "qui

ont appelé à manifester". "Tout ce que nous avons détruit ensemble, nous devons le nettoyer ensemble"

Kass, un habitant du quartier "Gravier d'or" dans le centre-ville de Daoukro, a participé à la séance de nettoyage. Il raconte :

La séance de nettoyage a duré environ deux heures en fin de matinée. L'ambiance était bon enfant. Il y avait des jeunes et des femmes baoulé et malinké.

Nous avons balayé la voie publique ensemble. Chacun est venu avec ses outils. Sur la voie, il y avait encore des pierres, des cailloux, des pneus, du bois. Nous avons ramassé tout ce qui était dangereux, tout ce qui a servi comme arme de destruction.

C'était nécessaire de faire cela ensemble pour donner l'exemple et lancer un message de paix aux communautés. Tout ce que nous avons détruit ensemble, nous devons le nettoyer ensemble. Quand vous regardez les rues aujourd'hui, c'est comme s'il n'y avait rien eu. Elles sont propres.

Nous espérons ne plus revivre les scènes de violence de ces derniers jours. Et les hommes politiques doivent arrêter d'instrumentaliser les jeunes et véhiculer des messages de haine.

L'initiative spontanée répondait à l'appel au

calme lancé vendredi 15 août par les autorités communautaires. "Il fallait agir vite. Nous avons instauré un dialogue avec des responsables locaux de toutes les parties. Deux équipes sont allées parler aux communautés impliquées", a expliqué, au micro de RFI, Traoré Adam-Kolia, président du conseil régional de l'Iffou.

Alexandre Apalo, le commandant supérieur de la gendarmerie, a aussi rencontré samedi et dimanche des élus locaux et responsables religieux pour les inviter à sensibiliser leurs communautés.

Un important dispositif militaire a été déployé pour empêcher d'autres affrontements dans les quartiers. Deux zones tampons ont été également instaurées.

La situation est de plus en plus tendue en Côte d'Ivoire à l'approche du scrutin présidentiel du 31 octobre. Après le décès de son dauphin, Amadou Gon Coulibaly, le chef de l'État, Allassane Ouattara, 78 ans, a décidé de se représenter à un troisième mandat.

La Constitution ivoirienne limite à deux le nombre de mandats présidentiels. Mais Allassane Ouattara considère que l'adoption d'une nouvelle Loi fondamentale en 2016 l'autorise à se porter à nouveau candidat. Ce que contestent ses opposants.

■ Hermann Boko



Menace djihadiste en Afrique : La poussée jihadiste au Mozambique met à l'épreuve les États d'Afrique australe



L'audacieuse attaque qui a permis à des jihadistes de s'emparer d'un port stratégique du nord du Mozambique, riche en gaz, met à l'épreuve les capacités de réaction des pays d'Afrique australe, selon des analystes.

Pour la troisième fois cette année, des jihadistes affiliés au groupe État islamique (EI) ont attaqué la petite ville de Mocimboa da Praia, s'emparant mercredi de son port stratégique pour l'immense projet de gaz naturel liquéfié (GNL) de la région, l'un des plus gros investissements en Afrique, auquel participe notamment le groupe français Total.

La province de Cabo Delgado, la plus septentrionale du pays, limitrophe de la Tanzanie, est la cible depuis octobre 2017 d'attaques jihadistes qui ont fait plus de 1 500 morts et de 250 000 déplacés. Le gouvernement mozambicain n'a fini par reconnaître la présence de ces jihadistes sur son sol qu'en avril 2020.

Un sommet de la SADC prévu

Un sommet virtuel des chefs d'État des pays

de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) est prévu lundi et les analystes espèrent que cette présence jihadiste sera au cœur de la rencontre, d'autant que le Mozambique doit prendre la présidence tournante de la SADC.

Cette organisation devrait « d'urgence aider le Mozambique à endiguer cette rébellion violente », selon l'Institut d'études de la sécurité (ISS) basé à Pretoria, qui voit dans ce sommet « une occasion majeure de prendre des actions décisives pour aider à mettre fin à la crise ». En mai, la division chargée de la sécurité de la SADC a promis d'aider le Mozambique à s'attaquer à la rébellion jihadiste. « Il est vraiment temps pour la SADC d'intervenir », estime l'activiste Adriano Nuvunga, directeur du Centre pour la démocratie et le développement du Mozambique, basé à Maputo.

Sociétés de sécurité privées

Jusqu'à présent, le Mozambique a fait appel à des sociétés de sécurité privées pour tenter de reprendre le contrôle de ses régions du

nord, dont la russe Wagner et la sud-africaine Dyck Advisory Group, selon plusieurs spécialistes des questions de sécurité. Mais « l'action militaire du gouvernement, y compris le recours à des mercenaires, n'a pas mis en terme aux attaques », note l'ISS.

Jeudi, lors d'une réunion préparatoire au sommet régional, la ministre mozambicaine des Affaires étrangères, Veronica Macamo, a affirmé que « si le terrorisme et l'extrémisme violent n'étaient pas contenus, ils pouvaient s'étendre » à toute l'Afrique australe.

En 2008, la SADC a créé une brigade prête à intervenir dans des situations de conflit qui a pour la dernière fois été déployée au Lesotho en 2017, à la suite du meurtre du chef de l'armée. Si elle était envoyée au Mozambique, il s'agirait de la première confrontation de cette brigade avec des jihadistes.

« Il ne semble pas que la SADC aille pour l'instant au-delà des déclarations d'affichage », a déclaré l'analyste Jasmine Opperman, doutant de la capacité militaire et financière de l'organisation régionale à envoyer des forces dans la province de Cabo Delgado.

Qatar africain

Une puissance régionale comme l'Afrique du Sud, qui pourrait envoyer des troupes chez son voisin mozambicain, est bien trop occupée actuellement à utiliser son armée pour faire respecter les mesures destinées à lutter contre la pandémie de coronavirus. Elle participe en outre à hauteur d'un millier de soldats à la mission de l'ONU dans l'est de la RDC.

Et même si des forces régionales étaient déployées au Mozambique, ce ne serait « qu'un cautère sur une jambe de bois » si, en parallèle, on ne s'attaque pas « à court ou moyen terme » au sous-développement et aux frustrations des populations qui alimentent les groupes jihadistes, selon Jasmine Opperman. Or, chaque attaque sur Mocimboa da Praia est un obstacle au développement du projet de GNL, qui selon les experts pourrait transformer ce pays en une sorte de Qatar africain et l'un des premiers exportateurs mondiaux de gaz naturel. Le port est essentiel au ravitaillement du projet, situé à environ 60 km plus au nord, sur la péninsule d'Avungi.

■ Source: Jeune Afrique

Championnat de D2 du District : Les cadors se neutralisent



L'ASKO et Africa Foot n'ont pu se départager, tout comme Guidars et le FC Gaoussou. Quant à l'AS Commune VI et à Caïman Football club de Kalaban-Coura, ils ont dominé, respectivement l'AS Racine (2-1) et Azi FC (3-2)

La 6^è journée du championnat de D2 du District de Bamako s'est disputée samedi sur les

différents stades de la capitale. Au stade Mamadou Konaté, deux matches étaient au programme : ASKO-Africa Foot et Guidars-FC Gaoussou.

Si les filets ont tremblé pour toutes ces deux confrontations, aucun des quatre protagonistes n'a réussi à empêcher les points de la victoire. En effet, les deux confrontations se

sont soldées, chacune, sur le score identique de 2-2. Sur l'ensemble de leur prestation, les Oranges de Korofina et les Centristes de Guidars peuvent nourrir des regrets après ces partages de points. Pour l'ASKO, le résultat est d'autant plus frustrant que l'équipe a mené 2-0 (buts de Youssouf Simpara et d'Ibrahim Sissoko aux 47^è et 49^è min) avant de se faire rejoindre au tableau d'affichage, suite à des actions anodines. Quant au Guidars, il a laissé filer la victoire peu avant le dernier quart d'heure de la partie (buts de Boubou Diallo et d'Ousmane Sampi aux 56^è et 71^è min).

D'entrée de jeu, les deux équipes ont tenté, chacune, de marquer leur territoire, en se lançant à l'assaut des buts adverses. Oranges et d'Africa Foot ont fait montre de détermination, mais les occasions franches seront rares, surtout en première période. Le jeu était plus physique que technique et de part et d'autre, il y avait des déchets dans différents secteurs. Les Oranges de Korofina ont quelque peu dominé leur sujet, mais la domination des joueurs de Fousseiny Maïga restera stérile.

On notera juste une occasion nette pour cette première période : un coup franc de Mohamed Wagué au deuxième poteau pour Youssouf Simpara libre de tout marquage, mais qui ratera le cadre (40^è min). Galvanisée par cette occasion, l'ASKO entame la deuxième partie en force. Elle accentue sa domination et se voit récompenser après seulement deux mi-



nutes de jeu. Suite à un centre d'Ibrahim Sissoko, Youssouf Simpara débloque le tableau d'affichage pour les siens (1-0, 47^e min). Deux minutes plus tard, le passeur se transforme en buteur. à la réception d'une passe en profondeur de son coéquipier Bourehima Diarra, Ibrahim Sissoko efface son vis-à-vis avant de battre le keeper d'Africa foot, Mamadou Fomba (2-0, 49^e min).

Avec cet avantage de deux buts d'écart, les joueurs de Fousseiny Maiga semblaient avoir fait le plus difficile. C'était compter sans la détermination des joueurs d'Africa Foot qui réduisent d'abord l'écart grâce à Boubou Diallo, suite un penalty provoqué par son coéquipier Mohamed Diamouténé (2-1). à la 69^e minute, Africa Foot se retrouve à dix, suite à l'expulsion du défenseur Parfait Diarra pour cumul de cartons. Loin de décourager les joueurs de la Commune VI, cette exclusion va doper l'équipe. Résultat : Ousmane Sampi marque peu avant l'entame de l'ultime quart d'heure, permettant ainsi à son équipe d'arracher le nul (2-2, 71^e min). Un deuxième joueur d'Africa foot, Oumar Amadou Diallo, se fera expulser dans les dernières minutes de la rencontre, mais le score ne bougera plus jusqu'au coup de sifflet de l'arbitre Youssouf Diallo.

En deuxième heure, le match Guidars-FC Gaoussou s'est également soldé sur le même score de 2-2. Les Académiciens de Guidars ont ouvert le score dès la 13^e minute grâce à leur avant-centre Saïba Dabo, dont le missile s'est logé au fond des filets adverses. La réponse du FC Gaoussou viendra peu après la demi-heure avec l'égalisation d'Hamidou Samaké auteur d'un coup franc splendide (1-1, 32^e min). Trois minutes plus tard, les joueurs de Guidars obtiennent un penalty qui sera transformé par Issa Keïta (2-1, 35^e min). Les Académiciens feront la course en tête jusqu'à la 74^e minute, avant de concéder un penalty (faute de main du défenseur Ibréhima Traoré) qui sera transformé par. Amadou Fofana (2-2, 74^e min).

Sur le terrain du Stade malien à Sotuba, l'AS Commune VI a dominé 2-1 l'AS Racine, tandis que Caïman football club de Kalaban Coura (CFCK) s'est imposé 3-2 devant Azi FC (3-2), sur le terrain LC. BA.

■ **Seïbou S. Kamissoko**

Lewandowski : « Il a toujours été mon idole, je regardais beaucoup ses matches »



Le milieu du terrain, Thiago Alcantara, est sur le départ depuis de longues semaines. Une lutte s'annonçait entre Liverpool et Manchester City pour récupérer l'international espagnol (29 ans), titulaire dans le Final 8 de Ligue des champions. Dans les colonnes du Manchester Evening News on insiste sur le fait qu'il n'y aurait pas de vérité derrière les rumeurs en provenance de France concernant l'intérêt supposé du PSG pour l'attaquant nigérian, Ighalo. Une saison exceptionnelle, voici comment résumer en quelques mots l'exercice de Robert Lewandowski. L'attaquant polonais écrase tous les records et reste sur un bilan ahurissant de 53 buts, toutes compétitions confondues, cette saison dont 13 en Ligue des champions. Il est même probablement le meilleur avant-centre de la planète football à l'heure actuelle. En tout cas, ses chiffres plaident largement

en sa faveur. Mais devenir ce buteur irrésistible, l'ancien du BVB a pris pour exemple certains des plus grands attaquants notamment un certain Thierry Henry.

Dans un entretien accordé à France Football il y a quelques années, le serial buteur des Bavarois révélait qu'il s'est inspiré de la légende des Gunners pour suivre ses traces. Avec le même succès sinon même plus.

« Thierry Henry a toujours été mon idole, surtout lorsqu'il jouait à Arsenal. Je regardais beaucoup ses matches. J'adorais sa manière de se déplacer sur un terrain, son élégance balle au pied, ses accélérations fulgurantes. » avait-il confié.

Et le Polonais de poursuivre : « Il savait toujours être là au bon moment. Son intelligence de jeu, ses qualités techniques extraordinaires et ses frappes m'ont toujours émerveillé. »



Bélier (21 mars - 19 avril)

Jupiter boostera vos ambitions. Au carré de votre signe, ce sera une position mitigée pour quelqu'un comme vous qui souhaitera à tout prix prendre la place de leader. Vous serez confronté à des blocages qui vous inviteront à revoir votre copie.

Uranus, l'impulsif, dans votre maison II, et Vénus dans votre signe, vous pousseront à la dépense. Il s'agira d'assurer un train de vie conforme à vos exigences ou, si vous êtes branché business, il sera question d'investissement. Soyez fort en calcul.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Du changement est voulu. Vous espérez prendre une nouvelle fonction. Faites des démarches et vérifiez les contrats. Attendez un peu avant de signer. Votre impulsivité pourrait causer un faux pas ! Écoutez les conseils de collaborateurs. Ils sont positifs.

Pour ne pas déborder de votre budget, vous devez faire la part des choses. Il y a un risque de dépenses. Des articles de sport et des accessoires pour votre véhicule sont possibles. Pensez à vérifier les tarifs. Ne négligez pas la comparaison des prix !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

En revenant dans votre zone d'ombre professionnelle, l'astéroïde Chiron pourra marquer un faux départ. Situation excessivement gênante, surtout si vous venez juste d'être embauché ! Ces difficultés pourront vous faire perdre votre sang-froid...

Durant le transit de Vénus, votre banquier ne fera pas preuve de souplesse. En effet, ami Gémeaux, il verra d'un très mauvais œil les découverts ou les demandes qui iront dans ce sens. Si vous passez outre, ce sera à vous d'en payer la note !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Une tonne de travail vous attend, ça vous démotive. Vous préféreriez vous détendre devant votre télévision plutôt que de vous tuer à la tâche. La motivation n'est pas à l'ordre du jour, pourtant vous n'avez pas le choix, il faut vous y mettre.

Vous cherchez en vain à joindre une personne qui vous doit de l'argent. Il semble que cette dernière n'ait nullement envie de répondre à vos nombreux appels. Vous vous jurez que c'est la dernière fois que vous aidez quelqu'un financièrement.



Lion (22 juillet - 23 août)

Malgré quelques petits inconvénients au niveau de l'organisation du travail et du suivi de certains dossiers un peu compliqués, vous mènerez votre activité professionnelle tambour battant. Vous ne vous laisserez pas abattre à la première contrariété !

Vous hésitez tant sur certaines dépenses, que finalement vous ne ferez aucuns frais, même si certains auront un caractère d'urgence. Vous aurez envie de prendre votre temps, afin d'examiner les différents devis pour éviter de vous faire avoir.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Les échanges avec votre chef donnent une ouverture ! Sans être prêt, vous avez des chances d'avoir un tremplin ! Un coup de piston peut vous aider à accélérer un changement. Il faut réfléchir très vite. Recueillez l'avis d'un collègue de confiance !

Généreux, vous aimez faire plaisir. C'est difficile de ne pas craquer sur des articles. Vous pourriez acheter un cadeau à un proche. La relation à l'argent apporte la sérénité. Vous aimez vivre sans vous priver ! Attention toutefois aux pulsions d'achats !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Si vous avez des revendications à formuler, une position à défendre, ou un désaccord à gérer avec vos collègues ou avec votre direction, vous pourrez compter sur le soutien de Jupiter. En effet, aujourd'hui, cette planète vous épaulera à 200 %.

Avec Pluton, dans le rôle de l'expert-comptable, vous suivrez activement ce qui se passe sur vos comptes. Dès que vous constaterez la moindre dérive financière, vous intervenerez tout de suite. Tout dérapage sera corrigé dans l'heure qui suit...



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre positive attitude fait avancer vos projets professionnels. Aujourd'hui, vous ne lâchez rien, vous êtes motivé, seulement une petite ombre au tableau vient freiner vos ambitions, ça ne semble pas vous plaire. Relâchez la pression !

Vos finances ont connu meilleure santé, mais vous ne vous inquiétez pas plus que ça. Vous avez des efforts à faire, des dépenses à freiner, cependant vous êtes prêt à faire de votre mieux pour conserver un niveau financier positif, c'est déjà bien.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous préserverez vos acquis non sans vouloir partir à la conquête de nouveaux projets, ce qui augurera d'une journée chargée et d'une difficulté à trouver votre équilibre. Vous donnerez un gros coup de collier, mais cela ne sera pas suffisant.

Vous serez encore fortement préoccupé par l'appui financier que vous cherchez. Vous obtiendrez finalement satisfaction, mais vous devrez toutefois apporter en contrepartie des garanties plus importantes que celles initialement prévues et demandées.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Les activités actuelles ne vous plaisent pas trop. Neptune en Poissons vous fait réfléchir. Voir si l'herbe est plus verte ailleurs vous tente ! Suivez les pistes que des collègues vous proposent. Ne vous précipitez pas sur les premières pistes.

Il faut encore faire des économies. Ne vous précipitez pas sur des achats qui compensent. La frustration entraîne des frais. Il est possible que vous ayez envie de vous faire plaisir. Renouveler la garde-robe est envisagé. Restez assez raisonnable !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Quelle que soit votre ancienneté, vous aurez du mal à accepter qu'une personne nouvellement embauchée puisse bénéficier des mêmes avantages que vous. Vous trouverez cela anormal et ne vous empêcherez pas de le faire savoir. Ami Verseau, calmez-vous !

Si vous devez acheter très prochainement un véhicule d'occasion, attention à certains vices cachés... Escroquerie bancaire, voiture volée et maquillée, vous devrez multiplier les renseignements sur le vendeur et vous assurer de son identité !



Poisson (19 février - 21 mars)

Déplacements, rendez-vous imprévus, aujourd'hui vous n'avez pas le temps de vous ennuyer, cher Poissons. Votre planning est chargé, pas de place pour le repos, même pas à l'heure du déjeuner. La bonne nouvelle, c'est que vous faites du bon travail.

Vous envisagez de faire une demande de crédit, vous avez un achat important à faire, vous n'avez pas d'autres solutions que d'emprunter de l'argent à un organisme de crédit. Pensez à vérifier le taux de remboursement avant de vous engager.

**Promo
Modem 4G**



29 000 FCFA

au lieu de ~~39 900F~~

- 25%

**JUSQU'À 10 APPAREILS
CONNECTÉS EN SIMULTANÉ**



4G



Malitel
Proche de vous

**5 Go
offerts**



SPiRiT

Jusqu'au 30 juin 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour vos **smartphones, tablettes et ordinateurs** avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s**.

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official

